TABLEAUX

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PUBLIÉS

SUR LES PAPIERS INÉDITS

DU DÉPARTEMENT ET DE LA POLICE SECRÈTE DE PARIS

PAR

ADOLPHE SCHMIDT,
PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'UNIVERSITÉ DE JÉNA.

TOME TROISIÈME.

LEIPZIG,
VEIT & COMP.
1870.

LEIPZIG
GIESECKE & DEVRIENT, IMPRIMEURS.

AVANT-PROPOS.

En terminant ce troisième et dernier volume d'un ouvrage auquel j'ai voué tant de soins, je ne puis m'empêcher de rendre grâce aux savants qui, en Allemagne et en France, ont bien voulu m'encourager par leurs témoignages d'intérêt et de satisfaction.

Tous les jugements, en effet, tant particuliers que publics, qui me sont parvenus lors de la publication des deux premiers volumes, s'accordent à reconnaître l'importance et l'intérêt des documents contenus dans ce recueil. Ce qui m'a réjoui bien vivement, c'est que l'auteur vraiment critique de l'Histoire de la Terreur, Mr. Mortimer-Ternaux, les a aussi qualifiés de précieux. Mr. Guiffrey qui, dans la Revue critique (du 26 février 1870), leur a donné cette même épithète, est allé jusqu'à dire: „Depuis que la Révolution française est devenue l'objet de tant de travaux, on a publié peu de documents aussi importants que ceux que nous avons sous les yeux."

En conséquence de ces jugements si favorables, et pour faciliter autant que possible l'usage de tant de documents importants, je me suis proposé, pourvu que rien ne s'y oppose, de faire paraître encore séparément une Table alphabétique. Je profiterais aussi de cette occasion pour rendre compte, dans un Dis-

cours critique que j'y joindrais, de tout ce qui a rapport à notre publication, de quelques objections qui m'ont été faites, et de deux ouvrages de Mr. Dauban qui ont paru depuis. Ici, je me borne, vis-à-vis d'un regret exprimé par la Revue critique, à une seule remarque, c'est qu'il m'était impossible „d'indiquer à la suite de chaque pièce la cote qu'elle porte", puisque les pièces de la série dont il s'agit (F^{IC} Seine) ne portent pas de cotes ou, du moins, n'en portaient pas dans le temps où je les avais sous les yeux. J'espère pouvoir y revenir. En tout cas, notre recueil de documents est maintenant complet.

Jéna le 29 avril 1870.

Adolphe Schmidt.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

pag.

HUITIÈME PARTIE: Le gouvernement directorial depuis le mois de nivose an IV jusqu'à la conjuration de Babœuf (décembre 1795—mai 1796) 1

CHAP. I. Tableau de nivose an 4 3
„ II. Tableau de pluviose an 4 63
„ III. Tableau de ventose an 4 112
„ IV. Tableau de germinal an 4 127
„ V. Tableau de floréal an 4. Conjuration de Babœuf 160

NEUVIÈME PARTIE: Le gouvernement directorial depuis la conjuration de Babœuf jusqu'au complot du camp de Grenelle (mai—septembre 1796) 203

CHAP. I. Tableau de prairial an 4 205
„ II. Tableau de messidor an 4 246
„ III. Bulletin du 18 thermidor an 4 (5 août 1796) 277

DIXIÈME PARTIE: La suite et la chute du gouvernement directorial (septembre 1796—novembre 1799) . . . 279

CHAP. I. L'an cinq de la république 281
„ II. L'an six de la république 290
„ III. L'an sept de la république 328
„ IV. La fin du gouvernement directorial . . . 455

APPENDICE: Le consulat, l'empire et la restauration 1799—1815 463

CHAP. I. Le gouvernement consulaire 465
„ II. L'empire et la restauration 493

Errata et Notes supplémentaires.

(V. Tome II. p. VIII.)

TOME I.

Pag. 193 l. 7. La foire dont il s'agit est probablement Poissy, où il y avait toutes les semaines des marchés de bœufs et de bestiaux.
„ 270 „ 34 le ms. a en effet conseil au lieu de comité.
„ 368 „ 21 lisez Commission au lieu de Convention.

TOME II.

„ 142 „ 31 pentations (on ne peut bien lire autrement) est probablement une faute d'écriture de la part du copiste de l'analyse, au lieu de pantalons.
„ 146 „ 16 lisez Bouin au lieu de Bonin.
„ 175 „ 40 (Cf. p. VIII). Je ne doute plus qu'il ne faille lire colons.
„ 181 „ 22 le ms. a en effet questions, tandis qu'on attend sections.
„ 183 „ 7 le ms. a en effet journalistes au lieu ou dans le sens de journaliers.
„ 187 „ 3 (Cf. p. VIII). Il faut rétablir le nombre 17. Quoiqu'il y eût 19 condamnés, on n'en exécuta que 18. la femme Quétinot étant enceinte (Procès p. 140); le nombre 17 est celui des condamnés qui ont été guillotinés outre et avant Hébert.
„ 206 „ 22. Cette date du 8, dans une pièce du 7, est ou erronée, ou insérée postérieurement.
„ 229 „ 29. Dumouchel n'était pas membre de la Convention; il est donc par erreur qualifié de député, ou confondu avec un autre personnage.
„ 238 note. Il faut effacer les mots „Descamps au lieu de Deschamps." Car Descamps ne paraît que dans les textes de nos rapports (p. 266. 279), de sorte qu'il doit être qualifié plutôt d'inspecteur que d'administrateur.
„ 242 l. 26. Le nombre 2500 est sûr; mais, quant à la valeur, il est absolument nécessaire de lire *s* (sous) au lieu de *l* (liv.). En effet, le louis, qui allait en croissant, doit avoir été le 6 brumaire à 2500 sous, c-à-d. à 125 livres, en assignats, comme il était le 9 ventose à 140 liv. (p. 291), le 22 ventose à 190 liv. (p. 299) etc.
„ 258 „ penult. du texte, dénonciations est peut-être une faute de copiste, au lieu de dénominations.
„ 332 „ 16 lisez révolte au lieu de récolte.
„ 351 „ 25 „ Dagaumer au lieu de Dagoumer.
„ 365 „ 17 „ 4 au lieu de 3. Il s'agit de pièces de boulangerie, de pains de 4 livres.
„ 377 „ 6 „ careau (carreau) au lieu de carcan.
„ 379 „ 20 le ms. a „de plus fort."
„ 395 „ 1 lisez mensuaire au lieu de mensaire.
„ 464 „ 30 le ms. a en effet „4liv. la livre", ce qui est impossible. Probablement l'analyseur a voulu écrire 40 liv., c-à-d. en assignats; car immédiatement avant, le 22 brumaire, le pain se vendait 30 liv. (p. 443), et immédiatement après, le 2 frimaire, il se vendait 35 à 40 liv. (p. 473).
„ 466 à la fin du texte, lisez peine au lieu de prix. Le ms. a reçoivent au lieu de recevant. Peut-être vaudrait-il mieux de construire et de lire ainsi: „qui, t'instruisant etc., ne reçoivent etc."
„ 473 „ 7 lisez „le met" au lieu de „se met."

Pag. 477 l. dern. du texte, il faut lire „secrétaire greffier“ (dans le ms. g^er) au lieu de „secrétaire général“ (g^en).
„ 505 „ 11 lisez l'on au lieu de l'ont.
„ 537 „ 15 „ Le cointre au lieu de La cointre.

TOME III.

„ 7 „ 15. Brutus Maignet n'est pas Étienne Maignet, mais Antoine-Louis-Bernard Magniez, dit Brutus, officier de canonniers etc., impliqué dans l'insurrection de prairial an 3. V. Séance de la Conv. du 25 prair. an 3.
„ 54 „ 1 lisez leurs au lieu de leur. Le mot classe l. 34 est peut-être une faute de lecture de la part de l'analyseur ou de son copiste, au lieu de masse; en substituant ce mot, on n'aurait pas besoin d'intercaler „indigente.“
„ 64 „ 16 lisez longues souffrances.
„ 101 note, insérez „peut-être“; car il est bien possible qu'il y ait eu un mémoire particulier.
„ 124 l. 2. C'est au ci-devant couvent des Capucines que se fit la fabrication des assignats.
„ 177 „ 32 lisez leurs au lieu de leur.
„ 183 „ 20 „ Madeleine et insolentes.
„ 198 „ 29s. et p. 212 l. 28 les formes plurielles déposants, implorants et insultants sont conformes au ms.
„ 236 „ 26 il vaut mieux de lire que au lieu de qui; dans ce cas on n'a pas besoin d'intercaler „sont convaincus que“ l. 29.
„ 270 „ 20 lisez ces au lieu de ses.
„ 287 „ 15 „ ont „ „ „ on, et l. 17 du au lieu de dut.
„ 288 il faut effacer le trait à la fin de la page.
„ 300 „ 39s. on pourrait aussi lire modifiée et gouvernée, au lieu de modifiés et gouvernés.
„ 305 „ dern. il faut lire assurées.
„ 306 „ 26 „ „ „ de l'administrateur.
„ 344 „ 37s. lisez froissement au lieu de ravissement.
„ 371 les vers cités sont empruntés à Horace *Carm. saec. v. 5 sqq.*
„ 385 „ 7 lisez l'exécration au lieu de l'exécution.
„ 394 „ 22 „ gouverneur „ „ „ gouverner.
„ 411 „ 1 la virgule doit se trouver avant étant, et non pas après.
„ 428 „ antépénult. lisez ministre au lieu de ministère.
„ 440 „ antépénult. il s'agit probablement du *14* juillet.
„ 446 „ 22 le ms. a en effet Quoi, mais probablement l'auteur a voulu écrire Qu'elle; en admettant cette leçon, on n'aurait pas besoin de suppléer „pour.“
„ 452 „ antépénult. lisez accessoires au lieu de accessions.
„ 487 „ 7 il y a sans doute une omission entre devoirs et chacun; peut-être il suffirait d'intercaler „de“.
„ 489 „ 16 lisez An 9 au lieu de An 8.
„ 518 „ 28 „ neurs au lieu de peurs, et l. 29 plus au lieu de nlus.
„ 524 „ 16 le ms. a en effet Veau blanc au lieu de Vaublanc.

I. Tableau de nivose an 4.

(N. 296) RAPPORTS DES 1 ET 2 NIV. (22 ET 23 DÉC. 1795).

»*Paris le 1 nivose l'an 4 de la république française.*

Esprit public. De l'examen des rapports du jour résultent les observations suivantes:

Pendant la journée d'hier Paris a été calme. Le mécontentement, comme nous l'annonçons depuis longtemps, se propage chaque jour. Il s'accroît en raison de la misère extrême qui afflige la majeure partie des citoyens de cette grande cité. Les plaintes et murmures augmentent, et, dans leur colère, les parties souffrantes profèrent sans respect ni ménagement les injures les plus grossières contre toutes les autorités constituées, les agents du gouvernement et autres classes d'hommes qu'elles regardent comme les instruments de leurs malheurs. Il est facile de s'en convaincre d'après l'analyse suivante.

Un inspecteur rapporte que nombre de citoyens des deux sexes, rassemblés au coin de la rue Thévenot autour d'un marchand de journaux, disaient que toutes les mesures prises par le gouvernement ne faisaient rien diminuer, que la portion du pain était toujours la même, et que le Directoire exécutif ne serait pas plus sévère que les anciens comités.

Le même inspecteur ajoute que, dans ce groupe, quelques particuliers se sont même permis d'avancer que, la banqueroute étant le seul moyen de faire cesser les calamités, il valait mieux sauter le pas tout de suite, que d'exposer plus longtemps le public à languir et périr de misère.

Du rapport d'un second inspecteur, il conste que les esprits sont très-échauffés, que de toutes parts on maudit la république, et

que l'on dit hautement: „Ce n'est donc pas assez que l'on nous fasse mourir de faim; il faut encore que l'on envoie nos enfants à la boucherie, c'est-à-dire à l'armée, d'où ceux qui reviennent sont tout nus et attaqués de maladies incurables.“ Cet inspecteur observe que beaucoup de malveillants profitent de la malheureuse situation du peuple, pour souffler le feu de la discorde et aigrir les esprits.

Un troisième inspecteur déclare, qu'au mépris des lois les agioteurs continuent leur commerce au jardin Égalité, et que sous différentes patentes, et par des annonces perfides, ils avaient fait monter le louis jusqu'à 5500 liv.

Un quatrième inspecteur expose, que dans plusieurs endroits on répandait assez mystérieusement le bruit, qu'on allait fermer les barrières pour cause très-importante. Le même agent ajoute, que les Jacobins, dont le nombre se multiplie, déclament avec force contre le régime actuel, témoignent hautement en termes peu mesurés leurs regrets sur le temps passé, et se plaignent qu'on néglige les mêmes mesures que le gouvernement décemviral avait mises en usage avec tant de succès. Le rapport de cet agent porte aussi, que les royalistes jetaient également beaucoup de défaveur sur le gouvernement actuel, au sein duquel, disaient-ils, règne la division et la mésintelligence.

On dit dans différents endroits, que l'on ne veut plus d'assignats d'aucune espèce, et que l'on s'oppose à l'arrivage des grains pour l'approvisionnement de Paris.

Les marchands épiciers et autres refusent de vendre les objets venant des îles, lorsqu'ils ne sont pas payés en numéraire. Le pain, la viande, le vin, sont payés à raison de dix sols la livre, l'assignat étant à un pour cent.

On parle partout du message du roi Georges; on dit que tout le monde désire la paix, excepté les agioteurs et les Jacobins; on assure que les ambassadeurs envoyés par l'Angleterre, pour cet objet, se sont retirés sans rien négocier. Les honnêtes gens disent qu'il y aura du changement au mois de mars prochain.

On paraît étonné de voir encore à Paris les députés non réélus; on les accuse, eux et leurs femmes, de tourmenter sans cesse le Directoire et les ministres. On a entendu au café Chrétien des hommes du Midi disant, qu'il ne fallait ni rois ni riches, que le peuple était heureux avant le neuf thermidor, et qu'il est très-malheureux depuis dix-huit mois.

Les amis de la république s'écrient *gare les Jacobins!* Dans certains cafés, où l'on a toujours prêché le royalisme, on entend dire que le gouvernement actuel est entouré de brigands et de Jacobins.

Extrait d'une note du 30 frimaire, au 1 nivose.

Un officier de gendarmerie a donné pour nouvelle, que Charette s'est réuni aux Anglais, et que le général, qui a remplacé Cormartin, est avec Charette et se bât en enragé.

Au café rue St. Louis, contre le palais de Justice, les agioteurs qui le fréquentent paraissent très-mécontents de ce qu'on va rouvrir la bourse; ils disent que le cours qu'on y règle leur fait du tort.

Le changement des mesures paraît faire plaisir aux agioteurs et aux marchands du Pont-neuf; ils désirent que ce changement s'applique aux poids.

Au café Lefèvre, au coin du quai de la Vallée et de la rue de Thionville, quelqu'un disait que la légion de police ferait bien d'aller aux armées, vu que, se comportant fort mal envers les citoyens, ce désaccord pourrait entraîner des suites fâcheuses; le même individu assurait que, le jour qu'on a jugé Cormartin, la garde a provoqué le peuple.

On fait partout l'éloge du président de la commission, qu'on dit être aussi bon juge que bon général.

Le bruit court que la fille de Louis XVI est partie dans la nuit du 29 au 30.[1]

On assure que toutes les troupes qui entouraient Paris sont retournées aux armées, qu'on va procéder au réarmement des citoyens et les rétablir de servir auprès du Corps législatif et du Pouvoir exécutif; beaucoup de gens assurent qu'ils refuseront, ne voulant pas paraître „des Pantins qu'on fait mouvoir à volonté." Ce sont leurs expressions.

Mœurs et opinions. Au boulevard du Temple quelques jeunes gens, rassemblés dans les cafés, témoignaient leur mécontentement sur la loi qui les oblige à partir; ils disaient que, s'ils savaient bien s'entendre, aucun ne partirait. Des pères et des mères semblaient applaudir.

Des particuliers s'entretenaient, au bas du Pont-neuf, sur le départ de la fille de Capet et son arrivée en Autriche. Un de ces particuliers, prenant la parole, dit: „Que son frère, que l'on disait mort, ne l'était pas; que, le jour de cette prétendue mort, il était de garde au Temple; qu'il vit passer, tandis qu'il était en faction, plusieurs baignoires couvertes qui sortaient de la Tour; qu'un de ceux qui portaient ces baignoires ayant fait un faux pas, il a entendu un cri d'enfant sortir d'une de ces baignoires."

[1] Marie-Thérèse-Charlotte partit du Temple le 28 frimaire à 4 h. du matin, conduite par le ministre de l'intérieur (V. le Monit. du 5 nivose). On voit bien que „le secret que la prudence exigeait" fut parfaitement gardé.

L'on s'entretenait hier dans différents endroits de l'emprunt forcé, chacun attend avec patience les heureux effets qui nécessairement en doivent résulter. On espère qu'à son acquittement les denrées diminueront, que l'or, l'argent et les assignats seront de même valeur.

Cafés. Les inspecteurs qui ont surveillé les cafés rendent compte des conversations par eux entendues, dont suit l'analyse.

Les malveillants font courir le bruit que les émigrés ont fait une descente en Bretagne; que les jeunes gens de la première réquisition se sont révoltés et réunis, au nombre de 8000, aux Chouans, pour raison de quoi le général Hoche demande, disait-on, 100000 hommes à l'effet de terminer cette guerre qui devient plus dangereuse que jamais.

Ces mécontents se permettent encore de dire que le vœu de la grande majorité se prononce contre le gouvernement républicain.

Dans ces mêmes endroits, on n'entend, disent les inspecteurs, que des réflexions affligeantes; les rentiers surtout se désolent et accusent publiquement le corps législatif de les laisser périr de faim, d'avoir deux poids et deux mesures, et de ne leur faire payer que la centième partie de ce qui leur est légitimement dû.

Spectacles. Pendant les représentations, aucuns faits particuliers contre le bon ordre et la tranquillité publique; mais toujours de faux billets et des vols, surtout aux portes d'entrée, quand il y a affluence.

Dans un groupe au jardin Égalité, on s'entretenait des différents partis qui existent dans ce moment pour anéantir le gouvernement actuel. On a même dit que le Conseil des 500 faisait tout son possible pour éclipser le Conseil des Anciens.

Les disputes continuelles, qui s'élèvent au même jardin entre les citoyens, nécessitaient, disait-on encore, des patrouilles plus fréquentes de la légion de police, qu'on accusait de rester oisive.

Pour rapport
Les commissaires du bureau central.
Cousin.[1]«

---

[1] Les rapports de ce jour sont les derniers qui portent la signature de Cousin. Nous ignorons les motifs de sa retraite; mais la même année encore, comme nous verrons, il fut réélu membre du bureau central.

»*Rapport présenté au ministre de l'Intérieur. Duplicata.*

1 nivose an 4.

Café Chrétien. On y a assuré que le Directoire allait bientôt réarmer les Patriotes pour l'exécution de mesures vigoureuses, ignorées dans ce moment, mais qui ne tarderont pas à être connues; que l'on devait proposer au Conseil des 500 le rapport de la loi du 3 brum. contre les émigrés et les prêtres réfractaires, mesure désastreuse qui entrainera la perte des patriotes et le renversement du Directoire; que le but du Conseil des 500 était d'engager le Directoire dans de fausses démarches, afin de le rendre responsable de tous les maux de la France, et de le faire punir du dernier supplice; enfin, on y a ajouté que le choix des juges de Cormartin était l'ouvrage de Barras, et qu'il était évident que ces juges étaient de francs royalistes. Un nommé Jourdan, aussi dangereux que le coupeur de têtes, et Brutus Magnet[1] sont les colonnes de cette société.... Tous ces individus sont les ennemis irréconciliables du gouvernement; ils veulent faire renaître de ses cendres la constitution de 93. Ils ont enrayé un plan pour établir dans toute l'étendue de la république des sociétés à l'instar de celle du Panthéon; et Barère, qui n'est point à Paris, comme le bruit en a couru, travaille à l'organisation de ce projet.

Société du Panthéon. Elle était composée hier de 1500 individus. Un membre a fait lecture d'une lettre de Toulon, par laquelle on annonce que l'esprit public commence à se remonter dans cette ville; des prêtres réfractaires et des émigrés y ont été arrêtés et incarcérés. On a lu ensuite une adresse des Patriotes de cette même ville, dans laquelle ils se plaignent amèrement des infractions faites à la loi du 3 brumaire relative aux émigrés; cette adresse a été envoyée à la société pour qu'elle en fasse part au Directoire. Enfin il s'est élevé une longue discussion sur l'inculpation faite à la société, de vouloir rétablir la royauté en France; elle a arrêté de faire une adresse qui contiendrait sa profession de foi, et dont copie sera envoyée au Directoire.

Toutes ces assemblées de terroristes se multiplient, de manière à effrayer les cit. sur le sort de la constitution et leur sûreté individuelle. Il semble déjà que la terreur soit ressuscitée, et toutes les bastilles ouvertes de nouveau. Beaucoup de royalistes

---

[1] Sans doute, Étienne M., ex-conventionnel et compris dans l'amnistie du 4 brumaire.

sont devenus constitutionnels, du moins en apparence, depuis qu'ils craignent le retour des comités révolutionnaires; Babeuf et les Patriotes de 89 ont opéré des conversions, sans s'en douter; et l'on aime encore mieux le Directoire que les bonnets rouges.

Rassemblement derrière le théâtre des Italiens, maison du traiteur. On a vu s'y rendre beaucoup de jeunes gens avant et après le spectacle; mais la porte n'en est ouverte qu'aux initiés. Ce rassemblement est très-suspect; la police pourrait faire cerner le local, pour savoir ce qui s'y passe.

Esprit public. La discussion orageuse dans le Conseil des 500 relativement à Goupilleau de Montégu [Montaigu] a été regardée dans plusieurs cafés comme le signal donné pour décimer le corps législatif, chasser le nouveau tiers, et commencer le massacre projeté par les terroristes, dans leur conciliabules de L'estrapade et du café Chrétien.[1]...

Les membres des anciens comités de gouvernement toujours accusés d'avoir, à prix d'argent, fait rayer de la liste des émigrés même des individus connus pour avoir porté les armes contre la république....

Dans tous les lieux publics, dans toutes les sociétés, partout enfin, on voit les royalistes prédominer sur toutes les opinions. L'on manifeste une haine inexorable contre les députés de la législature; il semble que l'on désire qu'ils soient exterminés; l'on s'agite de manière que chacun semble disposé à courir contre eux les armes à la main.

L'on ne peut trop redire que le désir de la paix est dans tous les cœurs.

L'on craint que le Directoire ne soit la victime de la grande protection qu'il accorde aux Jacobins.

Le commandant en chef de la force armée de Paris ne jouit pas de la confiance publique....

L'on remarque des chansonniers qui insinuent, les uns le patriotisme le plus exalté, les autres le royalisme.

Jeunes gens. Quoique le foyer du Vaudeville soit fermé, cela n'empêche pas les jeunes gens d'aristocratiser; ils se retirent dans les corridors et à l'orchestre; ils se répandent en injures contre le Directoire qui a donné l'ordre de les faire partir tous, indistinctement, même les infirmes, même Messieurs Gavaudan et Ellevion.[2]«

---

[1] Voir le rapport qui suit.

[2] Artistes du théâtre Favart (des Italiens). V. les rapp. des 2 et 3 nivose.

»*Bureau central de la Commune de Paris. Au ministre de l'Intérieur.*

1 nivose an 4.

Le rassemblement, à la sortie des spectacles, au salon ci-devant dit des Princes, Boulevard des Italiens, que l'on vous a annoncé comme le rendez-vous des Coryphées de l'aristocratie, même des condamnés pour cause de la révolte du 13 vendémiaire dernier, est une société pour la table et les jeux. ... L'on n'y entre que par abonnement, et pour y être admis il faut y être présenté par un ancien abonné.... Il ne paraît pas que cette société soit aussi dangereuse que vous le pensiez. ..

Les commissaires du bureau central.

Cousin.«

»*2 nivose an 4.*[1] Quoique Paris ait présenté hier l'aspect de la tranquillité, néanmoins nous devons observer qu'elle nous semble plutôt apparente que réelle.

La fermentation des esprits, dit un inspecteur, continue de toutes parts; on dit hautement qu'on ne peut rester plus longtemps dans une position semblable qui réduit les citoyens à manquer de tout et à mourir de faim. Il ajoute que l'on disait encore qu'il faut que cela finisse, et que presque partout, notamment dans les fbs., les malintentionnés sans doute faisaient courir le bruit, qu'avant peu nous aurons un roi, et que les départements, qui ne veulent plus reconnaître la république, n'exécutent pas les lois qui leur sont envoyées.

Dans les groupes et rassemblements qui se font autour de marchands de pain les esprits paraissaient hier fort agités; les plaintes contre le gouvernement n'étaient pas épargnées. Dans quelques-uns de ces groupes on allait jusqu'à dire que le gouvernement ne se souciait guère de la république, vu que lui-même la laissait tous les jours aller en décadence, et se faisait un jeu de tromper le peuple par des promesses illusoires.

Dans les halles et places publiques les murmures sont toujours les mêmes. On s'y est permis les propos suivants: „Bientôt il faudra vivre sans vêtements, à la manière des sauvages, et se procurer la nourriture comme ils le font."

---

[1] Dès ce jour les trois membres du bureau central sont Houdeyer, Hannocque et Guérin.

Un inspecteur rapporte formellement qu'il entend dire fréquemment que „nous étions plus heureux, lorsque nous avions un roi;“ il cite à cet égard un gendarme, qu'il n'a pu signaler, dont les propos peu mesurés sur cet objet ont été entendus hier au Jardin Égalité.

Beaucoup de jeunes gens, ajoute le même inspecteur, disent qu'ils ne veulent pas partir, que les Capucins de la Convention ne leur en aient donné l'exemple. C'est une épithète que l'on donne aux gendarmes et à la légion de la police.

Agiot. Continuité de trafic de la part des agioteurs dont les manœuvres et le nombre, croissant tous les jours, discréditent à chaque instant l'assignat et font augmenter à vue d'œil le prix des marchandises d'une manière effrayante.

Dans les cafés chacun parle des subsistances, s'effraye de la dépense qu'on est obligé de faire, et témoigne ses inquiétudes sur l'avenir. L'agence des subsistances est mal vue du public, qui la regarde comme composée, presqu'en entier, de banqueroutiers.

Le bruit se répandait hier dans quelques cafés, que trois bataillons de la légion de police devaient partir ce matin pour la Vendée.

Un inspecteur annonce d'avoir entendu dire que les Jacobins s'accordent avec les Royalistes, commencent à lever la tête et se rassemblent secrètement, mais qu'on ignore encore le lieu où ils se réunissent.

La dénonciation faite au conseil des 500 contre Jobaimé[1] est, disait-on hier dans plusieurs cafés, mise en avant pour semer la division. On jetait la plus grande défaveur sur le citoyen Goupilleau qui en est l'auteur; on le peignait comme un homme digne du plus grand mépris, et on ajoutait que sa dénonciation n'était que le prélude d'un coup adroitement combiné, qui doit éclater sous 15 jours.

La société dite de la Réunion a été avant-hier très-nombreuse; on y a agité les mêmes questions que les jours précédents, rappelées dans notre rapport du 28 frimaire dernier. On y a beaucoup parlé des fortunes immenses de différents individus, qui ont aujourd'hui de bonnes voitures à leurs ordres, tandis que, il y a 18 mois, ils étaient réduits à loger au 4ème étage.

La société s'est principalement occupée de l'adresse présentée par Fesel, calquée sur le rapport et la justification de Mariette et

---

[1] Jean-Jacques Aymé, connu sous le nom de Job, fut accusé d'avoir été un des principaux compagnons de Jésus; en effet, le 14 nivose, le conseil des Cinq-cents le suspendit de ses fonctions de député, ce qui fut approuvé le 18 par le conseil des Anciens.

de Cadroy. Ce sociétaire a joint plusieurs pièces à l'appui, notamment les procès-verbaux qu'il a fait venir de Toulon, rédigés dans différentes sections, et notamment dans celle où il fut fait une adresse à Louis 18.

Hannocque. Guérin.«

»*2 nivose an 4. Bureau central du Canton de Paris.*

Surveillance extraordinaire de Mathieu de Montmorency. Surveillé: la maison de la comtesse d'Albert, l'ambassadeur de Suède, la baronne de Staël.

Les commissaires du bureau central.
Houdeyer..«

»*2 nivose an 4.* Madame de Staël est partie le 30 frimaire soir, pour aller en Suisse. Mathieu Montmorency, qu'elle recélait, devait lui-même partir.... Il n'est pas peu vraisemblable que le lieu de Dampierre[1] ne soit celui de sa retraite.

Houdeyer.«

»*Rapport au ministre de l'Intérieur. 2 nivose an 4.*

Café Chrétien. On y espère que Lebois viendra à bout de poursuivre légalement Cadroy, Chambon et Mariette, comme chefs d'égorgeurs dans le Midi. On s'y est échauffé sur la dénonciation faite au Conseil des 500 contre Jobaymé, qu'ils ont traité de Chouan, ainsi que la majorité du Conseil. Verdière,[2] président dans l'affaire de Cormartin, autrefois arrêté par les ordres d'Henriot, a été appelé intrigant et royaliste décidé. Enfin on y a lu des lettres, de divers départements, annonçant l'établissement de plusieurs sociétés de patriotes.

Les patriotes de 89 ont fait placarder aujourd'hui une affiche uniquement dirigée contre le représentant Cadroy. Elle a été lue

---

[1] Seine-et-Oise, 9 lieues de Paris.

[2] Adjudant-général, plus tard commandant temporaire de Paris et général de division.

avec avidité et accueillie du public. Le parti de ces hommes se grossit considérablement; les ouvriers surtout l'embrassent avec avidité; on dit tout haut que le moment de se montrer est arrivé. Ils reprochent au corps législatif de n'être composé que de royalistes. Il est certain que les chefs de ce parti ont envoyé des émissaires dans divers départements, et l'on voit depuis peu dans Paris de nouvelles figures révolutionnaires, entre autres Jourdan le coupe-tête; il se promène dans les rues avec St. Huruge.

Jeunes gens. D'après plusieurs renseignements assez précis, il y a lieu de croire qu'ils feront du bruit ce soir au théâtre des Italiens, à l'occasion du départ des acteurs Gavaudan et Ellevion; ils doivent s'y porter en foule pour empêcher le départ non seulement de ces deux acteurs, mais encore celui des autres jeunes gens. Le mouvement, imprimé d'abord à ce théâtre, doit se communiquer aux cafés du palais Égalité, et se propager de là dans tout Paris. Si ce projet vient à échouer, il est question de se rassembler à quelques lieues de Paris, de gagner la troupe, de cerner le Directoire, de mettre en arrestation le corps législatif, à l'exception du nouveau tiers et de quelques anciens tels que Boissy d'Anglas, Henri Larivière, Lanjuinais etc.... On dit qu'ils ont formé des rassemblements considérables dans les différentes villes où ils ont passé, et ont refusé de rejoindre l'armée. Quelques-uns d'entre eux ont repris la natte et le costume qu'ils avaient en vendémiaire, et se promènent avec un air d'audace, armés de cannes à sabres.

Hier au soir quelques-uns se sont attroupés près du café des Bains-Chinois, y sont entrés, ont insulté la maîtresse et les personnes qui s'y trouvaient. Quelques-uns des habitués du café Chrétien, sur l'avis qu'on leur en a donné, sont venus disperser ces aggresseurs, qui de là se sont portés au café Chrétien, où ils ont cassé quelques carreaux. Ils y sont revenus de nouveau ce soir, et y ont insulté quelques individus; cependant l'affaire a été assoupie, mais les habitués de ce café se proposent d'en tirer vengeance.

Esprit public. Parmi les fortunes monstrueuses qui se sont élevées depuis la révolution, l'on cite celle des cit. Pyot et Conceil (jeunes gens, dit-on, de la première réquisition), rue de Cléry, qui, dans l'espace de 18 mois, ont acquis 2 maisons dans Paris. 100 arpents de terre à Courbevoie, une maison à Passy, une dans le fb. du Roule dite la Chartreuse, du prix de 17 millions 200 mille livres; ils ont beaucoup de numéraire, des magasins d'épiceries à Marseille, Bordeaux etc.

Les meneurs de sections sont rentrés dans Paris, et si le gouvernement n'y prend garde, bientôt le royalisme relèvera la tête...

Plusieurs députés royalistes disaient dans une société, qu'ils avaient entendu certains de leurs collègues, partisans des Jacobins, manifester l'intention de faire incarcérer les riches comme suspects, pour en avoir ensuite de l'argent en leur rendant la liberté; ils ont ajouté que les auteurs de ce projet avaient soutenu, qu'il était indispensable.

Parmi les nouvelles figures que l'on voit errer dans Paris on distingue le nommé Montagnac, parent du duc Duchatelet. Cet individu était absent de Paris depuis longtemps; il loge hôtel de France, rue Bourbon Villeneuve.«

(N. 297) CORRESPONDANCES.

»Rapport de l'administration du département de la Loire inférieure sur la situation politique de son ressort.

Au ministre de l'Intérieur.

Nantes, le 2 nivose an 4.

Dans le courant du mois de mars 1793 une insurrection générale se manifesta dans toutes les parties de ce département. Depuis cette fatale époque il n'a cessé d'être le théâtre de la guerre civile la plus sanglante et la plus cruelle qui exista jamais. Le prétexte de cette insurrection fut la réquisition des trois cents mille hommes.... Les habitants des campagnes de Paimbœuf, Machecoul et Clisson, restèrent sous les drapeaux de Charette.... Que ne pouvons-nous vous rendre sensibles les inquiétudes toujours renaissantes du cultivateur qui, harassé des fatigues du jour, est obligé de chercher pendant la nuit un asile dans les haies et buissons, pour se soustraire aux poignards des hordes assassines qui parcourent nos campagnes!... Partout les routes sont coupées.... [Il nous faut de] prompts remèdes. Qu'il soit envoyé des forces imposantes!«

»Le ministre de l'Intérieur au général en chef de l'armée de l'Intérieur. 2 nivose an 4. [Minute]

Les rapports qui me sont faits, cit. Général, tendent à faire croire qu'il se prépare un mouvement qui pourrait éclore la nuit

prochaine ou la suivante, correspondant à la ci-devant fête de Noël. Des partisans du culte catholique veulent faire dire la messe de minuit dans le quartier St. Méry [Merry]; on dit que les nouvelles sociétés du Panthéon et du café Chrétien veulent profiter de cette circonstance pour opérer leur mouvement séditieux. On ajoute que la sûreté des deux Conseils, du Directoire exécutif et des autorités constituées est menacée, et qu'en général cette action doit être dirigée contre les auteurs ou acteurs des journées des 1^er^, 2, 3 et 4 prairial. En ne croyant qu'à une partie de ces rapports, je pense qu'il faut prendre les mesures qu'exige la prudence. Doubler les postes, augmenter les patrouilles, mettre la force armée en réquisition, faire prévenir les dépôts voisins, ordonner une grande surveillance à la garde du Directoire exécutif, se concerter avec les chefs de la garde nationale parisienne: voilà, cit. Général, les mesures préparatoires qu'exige la circonstance; je vous invite à les prendre et à y ajouter toutes celles que votre prudence vous suggérera. Je vous prie aussi d'inviter le Commandant temporaire de la place, à déférer aux réquisitions qui pourront lui être faites par le bureau central de police, que je charge de redoubler de surveillance et de vous donner avis, directement, des mouvements dont il pourra s'apercevoir.«

»Le ministre de l'Intérieur au bureau central des municipalités du Canton de Paris. Paris, le 2 nivose an 4.

Ce que vous m'avez annoncé ce matin, C., n'aura pas lieu, suivant les apparences, dans le sens où le mouvement se présentait; mais je crois devoir vous prévenir que, ce soir, le Directoire exécutif a reçu avis que les associés au Panthéon devaient se réunir demain, armés de sabres, pour se rendre auprès du Directoire, et pour le défendre en cas d'attaque de la part des royalistes. Le Directoire a témoigné ni craindre aucun mouvement, et n'avoir pas besoin de ce secours; la société a dû s'assembler ce soir; vous me direz sans doute demain, quelle aura été sa résolution. Il a dû y avoir ce soir quelques mouvements au théâtre des Italiens; les Jeunes gens y ont acheté les billets jusqu'à 300 ^liv.^; on dit que leur intention était, après le rideau baissé, de s'emparer d'Ellevion et de Gavaudan pour les empêcher d'aller à l'armée.[1] Vous serez instruits de ce fait, et vous me ferez part du résultat des rapports.

[1] Tout ceci s'appuie sur un rapport inclus signé Bezaud.

Veillez demain sur St. Méry; empêchez surtout la messe de minuit....

On dit qu'un nombre d'individus se cache pendant la nuit dans les bateaux des bains sur la rivière; on prétend que ce soient des émigrés ou des Chouans. Mettez une surveillance, afin de pouvoir dans la journée de demain être assuré du fait et opérer dans la nuit suivante, s'il y a lieu, en requérant une force armée suffisante.«

»Le ministre de l'Intérieur au département de la Seine. 2 nivose an 4.

Je vous instruirai toujours, cit., de tous les rapports qui me seront faits sur les dangers qui menacent la tranquillité publique, parce que je suis sûr que vous me seconderez de tout votre zèle pour déjouer la malveillance. On m'a prévenu ce soir, qu'un mouvement devait éclater cette nuit ou la nuit suivante; j'ai pris tout de suite les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité, en me concertant avec le général de l'armée et avec le Bureau Central. J'espère que le rapport qui m'a été fait sera sans fondement; mais je suis positivement instruit que les catholiques de St. Merri[1] veulent faire dire la messe de minuit demain; je me suis fortement prononcé contre ce projet, et ce rassemblement nocturne, j'espère que, si la permission vous en est demandée, vous le refuserez, et que vous veillerez à ce que ce rassemblement n'ait pas lieu. Je vous prie de me faire part de tout ce qui vous parviendra pouvant inspirer quelque crainte; de mon côté, je vous tiendrai au courant sur ce que j'apprendrai.«

Une feuille séparée contient l'ordre: »écrire au dép^{t} sur le mouvement, le prévenir du rassemblement du Panthéon, proposé pour aller armé au Directoire pour le défendre.«

---

[1] On pourrait lire *Medari;* c'est que l'auteur avait d'abord, en écrivant, confondu St. Médard et St. Merry.

(N. 298) RAPPORTS JOURNALIERS DU 3—30 NIVOSE (24 DÉC. 1795—20 JANVIER 1796).

»*Paris le 3 nivose l'an 4 de la république française.*

Esprit public. La surveillance nous donne aujourd'hui quelques détails intéressants sur l'opinion publique, dont nous allons transmettre les principaux faits par une analyse succinte.

Il est dit dans les rapports, que le calme a régné hier dans Paris; mais ce calme n'est, d'après l'agitation des esprits, que celui de l'impuissance, ainsi que du désespoir occasionné par la misère extrême, qui afflige et tourmente à l'excès la masse indigente et malheureuse, et surtout la classe des pauvres rentiers, dont le sort déplorable ne leur laisse plus d'autres ressources que celle de la mendicité, vu les sacrifices sans nombre qu'ils ont faits depuis si longtemps, en vendant leurs meubles et effets, pièce à pièce, pour subsister.

Les inspecteurs ne cessent de nous entretenir des funestes effets de l'agiotage, lequel, en dévorant toutes les fortunes publiques et privées, établit en quelque sorte la disette, disons plus, la famine au milieu de l'abondance.

De ces tristes et fâcheuses circonstances sortent nécessairement les projets liberticides combinés avec perfidie par les facteurs[1] de toutes les factions, dont, malgré des vues sans doute opposées, le but est de renverser la république.

A cet égard un inspecteur rapporte que dans Paris les malveillants et les royalistes fomentent et forment des projets de contre-révolution; il ajoute que l'on dit qu'ils se rassemblent dans certaines maisons, non désignées, pour insinuer au peuple, à la faveur de l'extrême cherté de toutes choses, l'espoir d'une insurrection.[2]

Un second inspecteur déclare que de toutes parts on maudit la république; qu'il n'y a qu'un cri, celui de demander le nécessaire, faute de quoi, ajoute cet agent, le peuple, qui regrette le régime royal, ne voudra pas reconnaître davantage le gouvernement actuel.

Affiches. Il paraît une nouvelle[3] affiche qui a pour titre „*Les Patriotes de 89 au peuple.*" L'auteur y accuse Cadroy, représentant, d'avoir organisé les massacres du Midi. Une seconde, ayant pour titre „*Le Gardien de la Constitution de l'an 4* par Jolivet,"

---

[1] Autre rapport: »frondeurs.«
[2] Autre rapport: »l'esprit d'insurr.«
[3] Autre rapport: »première.«

servant de prospectus à un journal qui doit paraître tous les jours.[1] Le rédacteur de cette affiche, au dire d'un de nos inspecteurs, a déjà écrit avant le 13 vendémiaire en faveur des jeunes gens et des sections de Paris.

Cafés. Ces lieux, où la discussion des événements politiques est reléguée, ne cessent d'être le théâtre des opinions pour et contre, sur la guerre et les finances. Au sujet de la guerre, les uns prétendent que les Autrichiens avancent à grands pas, chassent les Français d'outre Rhin, battent nos troupes à plate couture, désorganisées autant par les revers, que par la misère et la désertion. D'autres, d'après une lettre adressée à un représentant du peuple, prétendent qu'il y a eu une sanglante affaire à l'armée de la Moselle, et que, la victoire ayant balancé longtemps, les Français ont fini par rester maîtres du champ de bataille et ont poursuivi l'ennemi, la bayonnette dans les reins. Sur l'objet de la finance, et spécialement de l'emprunt forcé, les avis sont également très partagés. Les bons patriotes le regardent comme l'unique moyen de sauver la France; les mécontents comme la mesure la plus pernicieuse. Sur ce fait un inspecteur rapporte ce qui suit:

Les Chouans, royalistes et agioteurs forment le projet, à l'aide des classes de la société fatiguées de la misère, d'écraser l'inventeur du projet, ses conseillers, et les membres de la police; il ajoute que, conformément à ces desseins infâmes, il circulait hier dans Paris des députations, et qu'il a recueilli ces particularités dans quelques groupes, et particulièrement dans les cafés du jardin Égalité.

Le bruit se propage plus que jamais, qu'il se forme une rivalité très-dangereuse entre les deux conseils. On prétend même que celui des Cinq-cents renversera celui des Anciens, et que dès lors le pouvoir exécutif, restant sans force, tombera de lui-même, d'où il résultera les effets cruels d'une réaction très-funeste.

On parle encore d'une déclaration de guerre faite à la Hollande par le roi de Prusse, qui doit, dit-on, recevoir un renfort de la Russie.

Spectacles. Ont été tranquilles, à la réserve du théâtre de la rue Favart,[2] où l'affluence de monde était hier si considérable, qu'il y a eu un grand nombre de montres et portefeuilles volés à l'entrée du spectacle, jusqu'au chapeau d'un factionnaire, qui lui a été pris sur sa tête. Dans l'intérieur de la salle, pendant la représentation, plusieurs traits faisaient allusion au départ des

[1] V. Deschiens p. 161. Moniteur du 18 fruct. an VII. A cause de ce journal, Jolivet fut condamné plus tard à la déportation.

[2] Autre rapport »théâtre Italien,« ce qui revient au même.

citoyens Helvion[1] et Gavaudan, artistes; ils ont été universellement applaudis, principalement dans *Philippe et Georgette;* lorsque Mons. de Bonnefoy est obligé de renoncer à la main de sa maîtresse, Chenard a dit: „*Et ce jeune*[2] *Bonnefoy, que va-t-il devenir?*“ Gavaudan a répondu: „*Eh bien! il va chercher fortune ailleurs.*“ Du reste, il ne s'est manifesté de la part du public que des regrets; aucun genre de sédition n'a été remarqué, pas même à l'apparition des deux acteurs qui ont été demandés, et qui ont obtenu les plus vives acclamations.

Un inspecteur déclare qu'au foyer du théâtre des Amis de la patrie, vingt jeunes gens avec une femme ont tenu sur le départ de Helvion et Gavaudan les propos les plus indécents, accompagnés d'invectives contre le directoire exécutif.

Agiotage. Les agioteurs sont toujours en grand nombre au Palais Égalité; ils y continuent leur commerce avec plus d'audace que jamais. Le défaut de force armée ne permet pas de les saisir. D'autres assiégent les portes, demandant aux passants, s'il n'ont rien à vendre. Le louis s'est proposé, dit-on, à 6500 liv.

Prêtres. Les Sacerdociens, qui enragent des mesures prises pour assurer l'exécution de la loi contre les prêtres réfractaires, disseminent les contes les plus ridicules et les plus absurdes pour corrompre l'esprit public, qui est excessivement mauvais. Selon eux „le Directoire a sollicité un comité général secret, pour aviser aux moyens les plus efficaces de faire fermer les temples, et d'empêcher de dire la messe. Le procès de Cormatin a été terminé par une pétarde, afin de ramener l'esprit des soldats envoyés dans la Vendée, lesquels, convaincus aujourd'hui qu'on les avait engagés dans la mauvaise cause, sont prêts à tourner casaque, et à faire l'acquit de leur conscience. La déportation prononcée est une chose de convention, pour endormir tous les partis; mais Cormatin ne tardera pas à reparaître, comme Cambon, Vadier, Pache et autres, et le ciel qui, très-évidemment, le protége, le reproduira triomphant.“

Enfin on termine toutes ces extravagances par dire que deux commissaires ou députés, chargés d'accompagner la fille de Capet jusqu'à Bâle, ont essayé de la violer en route.

Toutes ces absurdités, appuyées de la monstrueuse licence que l'on tolère chez les écrivains périodiques et pamphlétaires, de ces placards dégoûtants dont les murs de Paris sont tapissés, tels que celui contre Cadroy, adressé déhontément aux héros des deux

[1] Il y eut donc trois formes de ce nom: Helvion, Elvion, Ellevion.
[2] Autre rapport: »pauvre.«

et trois Septembre, n'indiquent que trop un parti désespéré qui veut, à quelque prix que ce soit, vaincre ou périr.

Pour rapport
Les commissaires du bureau central
Houdeyer.«

»*4 nivose an 4.* Un inspecteur déclare que Paris est toujours dans la même agitation, que les plaintes du public sont habituelles contre le gouvernement qui, dit-on, ne fait pas exécuter les lois contre les agioteurs et les marchands, dont la plupart refusent les assignats. Le même inspecteur nous annonce encore avoir entendu beaucoup de mauvais propos contre la légion de police, pour raison de quoi on se réjouissait de leur départ. Un second, en parlant de l'agitation des esprits, rapporte que l'on murmure très-amèrement dans le public de l'inégalité de la répartition de pain chez les boulangers. Dans quelques sections on en donne une livre par tête, et dans d'autres on est réduit toujours aux trois quarterons. Un troisième agent dit que le peuple voit avec la plus grande indignation, que le pain exposé et vendu en place publique à un prix énorme n'est autre chose que du pain de section. Un quatrième annonce avoir appris d'une personne qui mérite assez de confiance, que des Jacobins et Royalistes se rassemblent dans le fb. Antoine, à l'effet d'exciter, au premier moment, un soulèvement à la faveur duquel le peuple demandera un roi. Par un cinquième enfin il est dit que le bruit court, dans une petite partie du public, que nous touchions à l'instant d'un grand mouvement provoqué par les mécontents; il ajoute que des plaisants disaient hier, par gaîté de caractère, que „si l'on voulait conserver la République, il était temps de la marier avec la Paix.“

Cafés. La nouvelle de la victoire éclatante remportée par nos troupes sur les bords du Rhin contre les Autrichiens, circulait hier dans les cafés, s'accréditait beaucoup dans le public, et répandait la joie la plus vive dans le cœur des bons citoyens. Nous apprenons en même temps qu'elle a été contredite par les malveillants, qui cherchent à propager au contraire le bruit d'une défaite considérable de nos armées, et qui par dérision, lorsqu'on leur parle de la jonction de Jourdan et Pichegru, font la comparaison de Cartouche et Mandrin.

L'emprunt forcé faisait aussi le sujet des conversations. D'une part on applaudissait aux mesures vigoureuses prises par le gouvernement pour l'exécution de cette loi. De l'autre on disait qu'il eût

mieux valu hypothéquer les assignats sur les biens nationaux, et même sur les patrimoniaux; que de cette manière on aurait attaché les riches au succès de la révolution, au lieu que la voie de l'emprunt forcé les en éloignait de plus en plus.

Spectacles. Un inspecteur rapporte qu'au foyer du théâtre de la rue Feydeau il a remarqué huit jeunes gens qui prenaient des glaces, et leur a entendu dire: „Dépensons tous nos chiffons, aussi bien nous allons partir;" à quoi l'un dit: „Oui, nous nous rendons à l'armée, mais savoir à laquelle;" et qu'un second ajouta: „Avec nos amis de la Vendée, nous saurons là tout au moins, pour quelle cause nous combattons.«

»*4 nivose an 4.* Café Chrétien. On y a parlé de la nomination du ministre de Paris;[1] les uns ont assuré que ce serait Thuriot, les autres, un montagnard pris dans les 500; mais tous ont conclu que, si ce n'était pas un Patriote (à leur manière) on ferait encore une fausse démarche.

Plusieurs d'entr'eux se sont vantés d'avoir la confiance du Directoire, et de parvenir bientôt à faire remettre la terreur à l'ordre du jour. Le nommé Beaudrais,[2] surtout, a été cité comme y ayant grand crédit.

Spectacles. Dans celui du Vaudeville [il s'est formé un] groupe au parquet, où l'on a jeté feu et flammes contre les terroristes, que l'on a dit être soutenus du Directoire, puisqu'il n'arrêtait pas leurs projets de sédition et de révolte qu'il ne pouvait ignorer. Dans celui des Italiens les fréquents éloges aux républicains [ont été] reçus très-froidement du public.

Jeunes gens.... ils paraissent s'obstiner à ne vouloir point partir.... La classe indigente murmure de ce que beaucoup de j. g. riches obtiennent des dispenses, conservent leurs places dans les différentes administrations, et cela par la protection des députés sollicités par des femmes.

Bruit au fbg. Marceau, que les Autrichiens étaient à Metz, et que les Chouans avançaient à grands pas. Les cit. peu éclairés qui composent la masse de ce fbg. croient tout perdu; ils se rappellent le temps de Robespierre, où la république était triomphante, et où l'on vivait à un prix modéré.... Mais, si l'on donnait une plus forte

---

[1] C'est-à-dire, d'un ministre de la police. V. le rapp. du 7.
[2] Ancien administrateur de police à la municipalité de Paris.

ration de pain à ce peuple vraiment malheureux, les bénédictions succéderaient aux murmures.

Des cit. venant de Marseille, et autres villes du midi, se plaignent amèrement des horreurs commises dernièrement sur les patriotes de ces contrées, et en accusaient Cadroy et Chaudron-Rousseau.

L'on est scandalisé en traversant les Tuileries le soir, du côté de l'eau, du libertinage et de la licence qui y règnent entre les soldats et les filles publiques.

Tous les soirs grand rassemblement d'agioteurs au café Vacelet, rue Montmartre; les propos les plus séditieux, les intentions les plus contrerévolutionnaires.

Le ministre Charles Delacroix est devenu, dit-on, un royaliste outré; on va le destituer pour mettre à sa place un terroriste.

Le Louis, ce matin 4,200 liv., est ce soir à 5,400.

Le nommé Boquillon[1] est un des 12 commissaires que le pouvoir exécutif a nommés pour surveiller Paris; il est chargé des sections du Roule, des Champs-Elysées, des Tuileries et des Gardes-françaises. Beauvallon, ancien garde-du-corps, qui jadis a été arrêté par le Comité de sûr. gén. pour fait de royalisme et pour l'avoir prêché ouvertement dans les cafés, est son secrétaire.

Bruit que les jeues gens se rassemblent dans la vallée de Montmorency; personne n'y veut croire.«

Extrait d'un rapport du même jour. »Cette nuit[2] les patrouilles très-fréquentes, des rondes de police multipliées; aucune église n'a été ouverte; quelques femmes se sont présentées dans divers endroits aux portes des églises, croyant qu'on y célébrerait la messe de minuit; la plupart se retiraient paisiblement, voyant les portes fermées; on n'a remarqué de rassemblement et de mécontentement qu'à la porte de l'église Ste. Marguerite, où les femmes se plaignaient qu'on empêchât l'exercice de leur culte.

Houdeyer.«

Extrait d'un rapport du même jour. »On crie beaucoup contre les fournisseurs; on leur reproche des dépenses scandaleuses,

[1] V. ci-dessus le rapp. du 16 frimaire.
[2] La veille de Noël.

notamment au juif Mayer qui, dit-on, donne souvent à manger à des députés et à des ministres. On dit qu'un repas donné par lui à dix personnes, il y a quelques jours, a coûté 300,000 liv.

Houdeyer.«

»*Paris le 5 nivose l'an 4 de la république française.*

Esprit public. Pendant la journée d'hier, la tranquillité de Paris n'a été troublée par aucun évènement digne de remarque.

Les rapports de la surveillance de ce jour nous donnent à connaître que l'esprit public s'attiédit.

Les causes que tout homme raisonnable peut assigner à cette oscillation populaire, sont toujours les mêmes que celles consignées depuis longtemps dans notre rapport journalier, telles que: Les promesses toujours illusoires d'un soulagement prochain, la durée d'une guerre sanglante et interminable, la prolongation d'une misère qui n'a point d'exemple, le renchérissement excessif de toutes choses, la presque nullité du papier-monnaie, la cupidité mercantile, et enfin le brigandage des affameurs du peuple connus sous le nom d'agioteurs, qui jouent d'une manière aussi scandaleuse qu'indécente, à la hausse et à la baisse, la fortune et la vie même de leurs semblables.

Tous ces fléaux accumulés fatiguent le peuple à l'excès, lui font perdre tout à la fois patience, courage et confiance, et provoquent[1] sespla intes, ainsi que ses murmures.

En ajoutant à des circonstances aussi difficiles les intentions perfides des malveillants de toute espèce, toujours habiles à profiter des occasions favorables à leur système désorganisateur, on aura la juste mesure du mal présent, et du remède efficace et prompt, nécessité par l'urgence des conjonctures.

Du pain, plus d'aisance: voilà les moyens qu'il faut mettre en œuvre pour consolider la république, contribuer au bonheur du peuple, ressusciter ses heureuses dispositions, et les seuls propres à anéantir sans retour tout projet liberticide.

Jobaymé trouve beaucoup de partisans; on dit que le conseil des 500 se conduit, on ne peut plus mal, envers le nouveau tiers qui ne tardera pas à être mis dans les fers. On s'attend toujours à une secousse.

Un Nantois assurait, au café Italien, que c'était Santerre

---

[1] Autre rapport: »sans relâche.«

qui avait fait passer des armes aux rebelles de la Vendée, et que l'on ne concevait pas, dans ce pays, comment on avait pu remettre cet homme en liberté.

On espère les plus heureux effets de l'emprunt forcé; mais, après son recouvrement, on voudrait, que l'on rapportât le décret qui déclare l'argent marchandise, et qu'on ne laissât en circulation que les assignats de 25 jusqu'à 500 liv. Ce sont surtout les fermiers que l'on voudrait voir fortement imposés.

Le bruit court, que le général Pichegru est dans ce moment à Paris incognito, et qu'il y est venu demander au directoire cinquante mille hommes et cent millions en numéraire.

L'on prétend que les agioteurs de Paris ont envoyé dans les principales villes de commerce, des hommes pour y faire monter le louis à 10000 liv.

Le louis s'est couché à 5600 liv. Les vols se multiplient d'une manière effrayante; la maison du ministre des Etats-unis, à la barrière de Clichy, vient d'être pillée.

Malgré les recherches des agents chargés de reconnaître les jeunes gens, il en échappe beaucoup à leur surveillance. Plusieurs d'entre eux se procurent des assignats des Chouans, à tout prix, pour se jeter chez eux, lorsqu'ils sortiront de Paris. Quelques-uns se trouvant à l'opéra, où il est survenu une dispute, et croyant que ce spectacle était cerné, ont employé tout leur courage à chercher les moyens de se cacher sous les banquettes et dans les loges. On dit que leur départ occasionne beaucoup de fermentation dans la séance, et que l'on y force de partir jusqu'à des hommes mariés de 35 à 40 ans.

Culte catholique. Hier (Fête de Noël) il y a eu grande affluence de monde dans les édifices déstinés au culte, dont les cérémonies se sont faites avec décence; il ne s'y est rien passé de contraire aux principes adoptés par le gouvernement.

Un inspecteur rapporte que beaucoup de jeunes gens cherchent à se soustraire à la réquisition et persistent à ne point partir.

Un autre déclare que l'opinion royaliste gagne dans les halles et marchés jusqu'aux femmes, qui ne ménagent pas les épithètes les plus sanglantes contre le gouvernement actuel, en affectant de le confondre avec celui de la Convention.

Un troisième expose qu'il lui arrive de rencontrer très-fréquemment une assez grande quantité d'hommes, dont les principes politiques lui ont toujours paru suspects; couverts d'une houppelande sur les épaules, à laquelle se trouve un petit liséré blanc. Il ajoute qu'il ne fait cette observation que parce que, jusqu'alors, il n'en a encore vu qu'à ces sortes d'individus.

Cafés. Il n'était bruit hier que de l'affaire importante que l'on assure s'être passée sur les bords du Rhin. Tous les bons patriotes, en vue d'une paix tant désirée, désirent que cette nouvelle heureuse des avantages obtenus par les armes de la république puisse se confirmer; mais le public s'étonne, que le directoire exécutif n'en ait pas encore fait part officielle. Ce retard jette des doutes sur cette victoire qui, dit-on, si elle a eu lieu, doit avoir été très-meurtrière.

Dans plusieurs cafés, Corraza [Corazza], du Caveau et Conti, quantité d'individus qui, par leurs discours, paraissaient être amis du gouvernement, se plaignaient du peu de lumière dont l'administration de police est entourée. Si, disaient-ils, un nombre infini d'émigrés restent dans Paris, c'est par sa facilité à accorder des visa de passeports, et par son insouciance à faire feuilleter les registres des teneurs de maisons garnies. Cette administration fait beaucoup de poussière, croit en savoir autant que Sartines, mais elle est bien loin d'avoir son génie; Sartines n'eût pas laissé échapper trois émigrés qui, il y a quelques jours, sont descendus dans la rue St. Dominique, et sont partis après avoir ramassé tout ce qu'il y avait d'or sur la place, et du nombre desquels était un nommé Thibaudière.

D'après des renseignements qu'on s'est procurés, il y a dans une des maisons garnies de Paris un Anglais qui recrute des jeunes gens pour la Vendée, et auxquels il donne un louis par jour; en parcourant ces maisons, la police peut aisément le decouvrir.

Un nommé Guérin, chirurgien, demeurant rue des Vieux Augustins n. 23, ancien doyen des Jacobins, chargé sous l'ancien Comité de salut public, avant le 9 thermidor, de la police de Paris,[1] se flatte, non seulement que le ministre de Paris, que l'on va nommer, culbutera celui de l'intérieur, mais encore qu'il deviendra possesseur du bureau d'esprit public de ce dernier, ayant envoyé au Directoire un plan que ses employés ont rédigé sous ses yeux.

Café Chrétien. La dénonciation faite contre Rovère par l'Ami du peuple, et le triomphe que ce rédacteur a paru remporter sur Cadroy, donne l'espérance aux habitués de ce café, de voir dénoncer tour à tour les députés qu'ils haïssent (les thermidoriens) et chasser des deux conseils tous ceux qui ne sont pas de leur clique; alors ils s'attendent à un mouvement qui fera rentrer provisoirement les députés Jacobins expulsés, et cette époque ne leur paraît pas éloignée; s'ils ne parviennent pas à organiser une insur-

[1] V. sur cet agent de Robespierre T. II. p. 208 et 238.

rection qui puisse tourner sur le champ en leur faveur, ils se proposent de soulever, sous main, les royalistes, afin de profiter alors des mesures que le gouvernement sera forcé de prendre.

On y a lu une lettre d'une commune des environs de Chantilly, qui annonce que les patriotes commencent à y reprendre le dessus, et qu'ils demandent des instructions pour établir une société à l'instar de celle du Panthéon. Cette lettre a causé la joie la plus vive, et a déterminé plusieurs des sociétaires aisés à parcourir les départements pour faire des prosélytes. La femme de Sijas court, s'agite, intrigue, prêche les ouvriers et veut absolument venger la mort de son mari. Les hommes ne cessent de se plaindre de ce que les bureaux du gouvernement ne sont remplis que de sectionnaires royalistes et d'antipatriotes.

Société du Panthéon. On y a adopté un projet d'adresse au peuple qui sera incessamment affichée et qui fera le 9e N°. *de la Vérité au peuple etc.*

On y a lu une lettre, dans laquelle on attribue la victoire remportée en Italie, à la destitution du général Kellermann et à son remplacement par le général Schérer.

Un membre a communiqué un long travail sur le moyen de terminer la guerre de la Vendée, en faisant un appel général à tous les patriotes. Ce travail est terminé par un projet pour remettre toutes les choses de première nécessité au prix de 90.

L'on pense dans le public que cette société ainsi que celle des Quinze-vingts, presque en entier composées d'ouvriers et d'anciens comitaires, sont organisées et animées par celle de l'hôtel de Noailles, à la tête de laquelle sont plusieurs membres des 500 qui se proposent d'anéantir l'autre conseil; que le bal qui se donne chez Cardinaux n'est qu'un prétexte pour attirer du monde et faire des prosélytes; qu'enfin cette société se propose de faire placer dans les départements les patriotes trop connus à Paris, et à Paris ceux trop connus dans les départements.

Pain. Quoique la plus parfaite tranquillité règne toujours aux portes des boulangers, et que leurs distributions se fassent généralement avec ordre, de tous côtés les oreilles sont frappées des plaintes les plus amères. Le peuple accuse le gouvernement d'oublier ses plus pressants besoins, et de voir avec indifférence la misère s'accroître de jour en jour. —

Bruits. Le bruit court qu'il va y avoir sous peu une réquisition de tous les citoyens depuis 18 jusqu' à 35 ans. On dit à cette occasion: „Il faut donc que nos affaires aillent bien mal sur la frontière, puisqu'on en vient à une pareille extrémité."

Agioteurs. Les sages mesures que le gouvernement a prises

contre eux, loin de les déconcerter, n'ont fait qu'augmenter leur audace. Ils sont parvenus à déprécier tellement les assignats, que le prix de l'or et de l'argent est monté depuis deux jours beaucoup plus haut qu'il n'était encore arrivé. Ce qu'il y a de douloureux, c'est que, s'il arrive parfois que le prix de l'or diminue, celui des subsistances demeure en stagnation ou augmente.

Pour rapport
Les commissaires du bureau central.
Houdeyer.«

»*6 nivose an 4.* La plupart des citoyens des deux sexes qui se rassemblent aux portes des boulangers, sur les places et dans les rues, deviennent depuis longtemps très insouciants sur les objets politiques, et se contentent à présent de vaquer à leurs affaires et de chercher en murmurant les soutiens d'une vie languissante.

D'un rapport remis sous nos yeux il résulte, que le bruit court que la séance du 3, au conseil des 500, ayait été très-orageuse, et qu'on n'espérait pas mieux de ce conseil que de la Convention; qu'on louait la fermeté du directoire et l'activité des ministres.

Cafés. On disait dans un café que le gouvernement n'avait fait donner l'alerte à la bourse que pour tâter les gens qui s'y rassemblent et en tirer parti; on y accusait les membres du directoire exécutif d'avoir les plus grandes craintes, et de faire paraître beaucoup d'inquiétude par la manière dont ils mettent leur palais en état de défense. Ce bruit est sans doute répandu par la malveillance, à l'effet de jeter un vernis odieux sur le compte des gouvernants dans l'esprit d'un peuple crédule et facile à séduire.

L'incertitude de la nouvelle d'une victoire signalée remportée par les Français sur les Autrichiens, répandue ces jours derniers avec éclat, attristait hier les bons citoyens et leur donnait beaucoup d'humeur contre les journalistes qui, dans leurs feuilles, accréditent ces bruits plutôt nuisibles, quand ils sont controuvés, qu'avantageux à la chose publique. Ces mêmes patriotes prétendaient qu'en pareil cas on devait rendre les imprimeurs responsables.

L'emprunt forcé faisait aussi la matière des entretiens, mais toujours avec beaucoup de dissentiment d'opinion; quoiqu'il en soit, il paraît que les mesures prises par le gouvernement sont approuvées par le plus grand nombre des habitués des cafés; on manifeste à cet égard le plus vif désir sur la nécessité du moyen à prendre pour atteindre les millionnaires de fraîche date, ainsi que les agioteurs qui pullulent plus que jamais au jardin Egalité.

Spectacles. Ont été tranquilles; les filles publiques et les filous s'y portent toujours avec la plus grande affluence.«

»*6 nivose an 4.* Café Chrétien. C'est là que débarquent tous les Patriotes qui arrivent des départements; le nombre en était hier très-considérable. On a parlé de l'émeute arrivée à Bordeaux, dans laquelle on a assassiné 9 ou 10 agioteurs, et l'on a fait entrevoir qu'il en arriverait bientôt autant à Paris; du moins on doit tenter d'y engager le peuple. On s'est entretenu de l'arrestation du marquis de Boisgelin; mais, a-t-on dit, il en sera comme de cet autre marquis émigré, arrêté à Lyon, transféré à Paris et dont on n'a plus entendu parler .... Vadier, Defresse, Rossignol, Javocque [Javogues] etc. témoignent depuis quelques jours la plus vive satisfaction et ne cessent de répéter que tout va bien, et que sous peu tout ira mieux. Maignet et Jourdan ont juré sur leurs sabres de venger la mort de Robespierre, et leur serment a été répété par un grand nombre des sociétaires; leur but est d'exciter une révolte pour culbuter le conseil des 250 et réformer celui des 500. Le portrait de Marat doit leur servir de signe de ralliement en cas de tumulte.

Jeunes gens. Plusieurs d'entre eux se plaignaient hier au théâtre de la République de ce que la protection accordait des congés de réformes; ils ont cité Madame de Thélusson comme en ayant fait obtenir un, par le ministre de la guerre, à un jeune homme très-frais, très-vigoureux, bien portant, d'une charmante figure et d'une aimable tournure. Cette Mde. de Thélusson a fait de son frère, simple soldat, un aide de camp. On appelle maintenant partout le ministre de la guerre le *ministre des jolies femmes.*«

Rapport sans date, évidemment du 6 nivose.[1] »Esprit des Journaux. S'il faut en croire le Gardien de la Constitution (nouveau journal par Jollivet), les Clubistes du Panthéon ont fixé le lieu de leurs séances dans le souterrain même qui servait de refuge à Marat; ils ont élu Duhem pour leur président, et celui-ci est actuellement en mission pour affaires de la société souterraine.[2] — Le Postillon des armées. Il est question d'un com-

[1] Il est annexé aux actes de ce jour.
[2] V. le rapport qui suit.

plot qu'on disait devoir s'effectuer la nuit du 23 au 24, et dont le but était d'égorger les membres du Directoire exécutif. Le journaliste fait à cet égard le plus grand éloge des républicains du fbg. Antoine, qui se sont portés au Luxembourg, où ils ont juré guerre à mort aux royalistes et aux anarchistes. — Journal du matin de la république fr. Les colporteurs criaient hier soir: *Grande conspiration contre les membres du Directoire; arrivée du fbg. St. Antoine pour les défendre.* Les royalistes riaient. — Le Courrier français, en rendant compte de l'esprit des groupes du fbg. Antoine, dit que des agitateurs exhortaient le peuple à se lever encore une fois en masse, pour exterminer tous ses ennemis; le journaliste rappelle que les mêmes propos étaient tenus par les mêmes hommes dans les journées sanglantes des 2 et 3 septembre . . .

Houdeyer.«

»*6 nivose an 4.* Royalisme. Il relève de plus en plus la tête dans différents départements, et particulièrement à Lyon; des lettres écrites de ce pays, et qui sont consignées dans »le Batave«, [1] annoncent que le royalisme organise tous les jours de nouveaux assassinats, qu'il suffit d'avoir été patriote pour être ou égorgé ou assommé ou persécuté. On s'y plaint surtout de l'indolence ou de l'indifférence du pouvoir exécutif pour réprimer ces attentats.

Clubistes. Ceux du Panthéon ont fixé le lieu de leurs séances dans le souterrain jadis habité par Marat. Duhem a obtenu les honneurs du fauteuil, et l'on assure qu'il est maintenant en mission pour les affaires de la société souterraine. Le Courrier de Paris dénonce ce fait au gouvernement, et il l'invite à le vérifier.

Chouans. Le pays de Laval en est infesté; leur audace et leur nombre augmentent de jour en jour. Si l'on n'arrête au plutôt ce torrent dans son cours, toute la république est menacée d'en être inondée.

Affiches. *La loi, le roi, république à vendre, à bas prix, en numéraire, s'adresser aux saints sires;* [2] tel est le contenu d'un placard qu'on pouvait lire tout à son aise, il y a deux jours, sur le boulevard de la Madeleine. Il avait en effet beaucoup de lecteurs, qui paraissaient l'approuver; mais un jeune homme âgé de 15 ans l'ayant vu et lu, il l'arracha avec indignation, le déchira en disant qu'il n'y

---

[1] Ou le Sans-Culotte. Deschiens p. 102.

[2] Encore une variation de la satire contre les cinq membres du Directoire. V. la fin de notre n. 278.

avait que des Chouans qui pouvaient lire un tel placard sans l'arracher. Son action lui aurait attiré un mauvais parti de la part de ces Messieurs qui l'avaient lu, sans l'approche de quelques volontaires nationaux qui les dissipèrent.«

»*7 nivose an 4.* Société du Panthéon. On y a lu deux lettres; l'une écrite du département du Montblanc qui annonce que le fanatisme et le royalisme corrompent l'esprit public dans ce département; l'autre d'Avignon qui assure que les autorités constituées du département de Vaucluse sont très-mal composées, et qu'il est urgent de leur appliquer la loi du 3 brumaire.' Ces lettres seront remises au directoire. Plusieurs citoyens ayant entretenu l'assemblée du prix excessif des choses d'une consommation journalière et du surhaussement subit des loyers, il a été proposé d'adresser au directoire une pétition individuelle pour l'inviter à solliciter auprès du corps législatif des lois additionnelles à celles de l'emprunt forcé, pour le soulagement du pauvre; à taxer les choses de première nécessité et forcer leur mise en circulation; à surveiller d'une manière sévère les boulangers, les bouchers, les comités civils et de bienfaisance qui ne cessent de commettre des infidélités envers le peuple; à faire délivrer sans remboursement les effets que les pauvres ont au Mont-de-piété; enfin à raviver l'esprit public par des chants civiques et des discours prononcés dans les lieux destinés au libre exercice des cultes. Ce projet de pétition sera discuté dans la prochaine séance.

Café Chrétien. On a décidé que les patriotes et les ouvriers tomberont sur les agioteurs du café de Chartres; on l'eût fait hier, si la société du Panthéon n'eût pas été assemblée. On a assuré que le procès de Cormatin allait être recommencé d'après de nouveaux faits, et l'on espère qu'il sera envoyé à l'échafaud. On a parlé avec emphase du parti violent qu'a pris le député dénonciateur de Thuriot, qui a voulu, a-t-on dit, se brûler la cervelle. Enfin on est revenu sur le chapître des députés royalistes, Lanjuinais, Boissy, Rovère, Aubry et tout le nouveau tiers, dont on a annoncé l'expulsion prochaine du corps législatif. L'on travaille tous les jours à ce projet dans les conciliabules qui se tiennent tantôt chez Defresse, tantôt chez Choudieu, Rossignol etc.

Royalistes. Ils forment des complots; ils sont presque tous armés et n'attendent que le moment; les jeunes gens de la première réquisition sont leur plus ferme appui. Ils attaquent toutes les résolutions du gouvernement; ils se déclarent publiquement les

partisans de Jobaimé; mais c'est surtout sur l'emprunt forcé qu'ils versent le fiel qui les ronge. Ils disent que le gouvernement a laissé beaucoup d'arbitraire dans la perception de cet impôt, afin de *pêcher en eau trouble* et d'en retirer douze cent millions au lieu de six cent. D'après les propos tenus par un citoyen arrivant de Rouen, et qui a beaucoup déclamé contre le gouvernement, il paraît qu'ils dominent dans cette ville, et il serait à propos de surveiller ceux qui en arrivent.

Esprit public. Les nouveaux députés sont extrêmement courroucés contre les Conventionnels; ils sont intimement persuadés que l'on en veut à leurs biens et à leurs vies. Ils emploient tous les moyens pour se faire des partisans *en cas d'événement.* L'on est persuadé dans le public que l'affaire de Jobaimé sera la cause d'une scission bien prononcée dans le conseil des 500 et entre les citoyens; on dit même qu'il existe déjà de la division dans le directoire. Les Journaliers, en lisant dans la proclamation du directoire l'article où il est parlé de l'intention des puissances coalisées de se partager la France, disaient: „Que nous importe, pourvu qu'on nous donne du pain!"

Les opinions sont partagées sur la création d'un ministre de Paris; les uns prétendent, que celui de l'Intérieur peut suffire, conjointement avec l'administration de police, mieux montée cependant qu'elle n'est, à exercer la surveillance la plus sévère dans Paris. Les autres pensent que cette nomination, quoique étant une nouvelle extension des pouvoirs du gouvernement, qui devraient être confiés en moins de mains possibles, peut être utile dans les circonstances où nous sommes, pour mieux atteindre et les émigrés et les contrerévolutionnaires, qui n'auraient pas dû échapper à l'oeil de la police subalterne. Cependant les deux partis conviennent que, ce nouveau ministre devenant nécessairement le rival de celui de l'Intérieur en bien des occasions, il ne pourra exister entre eux un accord parfait; et que ce dernier, qui a déjà donné des preuves de sa sagacité, qui a osé prendre une place épineuse alors que rien n'était en équilibre, qui par son zèle, ses lumières, ses calculs a donné du pain à Paris au moment où il n'y avait pas un sac de farine dans les magasins de l'administration, aurait dû l'emporter et pousser à lui seul une des roues principales sur lesquelles marche le gouvernement. On ne peut croire que les conseils nomment un ministre de Paris; on s'attend à un lieutenant général de police ou à une dénomination équivalente.

Partout [dit un inspecteur] le royalisme lève la tête, et souffle le poison dans le cœur du peuple ulcéré par la misère; il ajoute que, de tous côtés, la république est maudite, qu'on vomit les plus

grandes horreurs contre le corps législatif et le gouvernement, que l'on demande un Roi, et enfin que c'est principalement dans les fbgs. peuplés d'un plus grand nombre de malheureux, que se tiennent tous ces propos incendiaires.

Dans les cafés, l'emprunt forcé faisait la matière des entretiens. Quelques citoyens applaudissaient aux mesures du gouvernement; d'autres prétendaient qu'il ne sera payé que très-difficilement, et fondaient leurs assertions sur les dires des marchands épiciers et autres, qui voient que ces moyens de force, au lieu de faire baisser le prix des marchandises dans les places de commerce, n'ont servi jusqu'à présent qu'à l'augmenter. Beaucoup de rentiers et pensionnaires, rassemblés dans différents cafés, se plaignaient hier très-amèrement de leur extrême misère, assuraient qu'il leur était impossible de vivre, et demandaient qu'on s'occupât de leur malheureux sort.

Au théâtre du Vaudeville, pendant la représentation de la pièce *des Volontaires de Sambre et Meuse*, un passage a prêté à une application, saisie par le public avec une sorte de transport, notamment ces mots que le volontaire adresse à une vivandière qui lui fait des reproches de son infidélité et le menace: *Je suis donc un Jacobin.* On y a applaudi à différentes reprises, les spectateurs ont demandé bis, en criant avec indignation: A bas les Jacobins!

Dans l'instant il paraît une petite affiche, ayant pour titre: *Sauvons la France!* Elle est signée Crampfort, ouvrier du fbg. Antoine, au nom de 300 ouvriers. C'est une invitation à tous les bons citoyens de dénoncer tous les riches inconnus, qui sont dans le cas de payer l'emprunt forcé.

Le bureau central vient de recevoir l'exemplaire d'une autre affiche intitulée: *Modèle de l'emprunt forcé,* écrite en gros caractères à la main. La contexture en est si plate et si bête, qu'il est absolument impossible de connaître précisément le but de l'auteur; on voit cependant qu'il tend à vouer à l'indignation publique les citoyens Bassal, Tallien, Legendre, Fréron et autres, ainsi que les Jacobins et les membres des anciens comités révolutionnaires.

Échange de la fille de Louis 16. Ce n'est pas sans quelque difficulté qu'il a eu lieu; il a existé à Paris une intrigue assez forte pour l'empêcher. Le projet des opposants n'était rien moins que de composer avec la loi salique en faveur du rejeton de tant de Rois. On prétend que Carletty était du secret. Charette y avait aussi la plus grande part.

Jacobins. Les restes impurs de cette société continuent à se réunir dans différents quartiers de Paris; leur bande est d'autant plus nombreuse et à craindre, qu'ils se sont adjoints tous les

voleurs et tous les assassins qui, en vertu de l'amnistie, sont sortis des prisons. Les grands meneurs, désespérant de pouvoir réussir à égorger en masse les deux conseils, au nom du peuple, ont pris le parti de les faire assassiner en détail... Avis au gouvernement.

Si la loi du 3 brumaire est mise à exécution, dit *le Journal des hommes libres,* le royaliste est abattu, ses partisans n'égorgeront plus ni impunément ni légalement; si au contraire elle n'est pas mise à exécution, le royalisme triomphe, le sang va de nouveau ruisseler dans toute la France.

Esprit des départements. Les deux partis, également animés les uns contre les autres, se livrent à tous les ressentiments de la haine et de la vengeance; il se passe peu de jours, sans qu'il y ait des massacres commis.«

Extrait d'un autre rapport du même jour. »Malgré cette apparence de tranquillité, les esprits sont toujours vivement agités, et les gouvernants, comme l'observent depuis longtemps les meilleurs publicistes, doivent avoir les plus grands ménagements vis-à-vis du peuple. Quelle précaution ne doit-on pas employer auprès de ce même peuple, quand il s'agit de subvenir à ses besoins! Il ne faut pas se le dissimuler: dans le temps difficile où nous sommes, les besoins sont pressants; l'urgence du secours, ou tout au moins d'un soulagement quelconque, est nécessité par les circonstances les plus impérieuses.

Groupes. Un inspecteur déclare que, rue de la grande Truanderie, on disait hier dans un groupe que, si le gouvernement ne mettait pas ordre incessamment à un pareil brigandage, le peuple finirait par écraser ses gouvernants, taxés d'intelligence avec les fournisseurs....

Cafés. Dans quelques-uns, où il était question de cette fameuse victoire, on prétendait qu'il n'y avait rien de vrai. Dans d'autres on assurait que le directoire exécutif en avait reçu la nouvelle (la perte des ennemis, disait-on, montait à 30,000 hommes et la notre à 16,000), mais que le silence du directoire avait pour objet de sonder l'opinion publique.«

»*8 nivose an 4.* Les observateurs parcourent toujours le même cercle; ils nous répètent sans cesse que le calme continue de règner à Paris, mais que l'on craint beaucoup que cette tranquillité

ne soit bientôt troublée par une réaction très-funeste, résultante autant de l'espoir opposé des factions différentes qui se heurtent, pour renverser la république, chacune suivant leurs intérêts, que de la misère extrême dont presque toutes les classes de la société sont affligées depuis si longtemps.

En effet, d'une part, la république vogue entre les deux écueils de l'aristocratie et de la démagogie; d'un autre côté, chacun se récrie sur les difficultés sans bornes de la vie. Presque tous les citoyens se plaignent très-amèrement de la vilité effrayante des assignats, que l'on ne veut plus recevoir ailleurs qu'à Paris, où ils commencent même à être discrédités au point que plusieurs marchands les refusent, et que d'autres ne consentent à les prendre que sur le pied de 5 à 6 sous pour cent livres.

Les agioteurs sont regardés comme des pestes; les gens de campagne comme des sangsues et des tyrans; les boulangers, bouchers et commissaires préposés à la distribution comme des fripons; enfin les autorités constituées sont traitées sans respect ni ménagement quelconque.

Un inspecteur expose que l'on ne rencontre plus dans Paris que des malheureux rentiers qui, après avoir vendu tous leurs effets, se trouvent, les uns, dans la nécessité de mendier publiquement, et les autres, de demander secrètement dans les maisons.

On nous rapporte néanmoins, que le public lisait hier avec beaucoup d'intérêt la proclamation du directoire exécutif au peuple français, et qu'il en augurait avantageusement.

Cafés. Les habitués, qui s'entretenaient des évènements de la guerre, manifestaient les plus vives inquiétudes sur le silence du directoire exécutif, relativement à la grande affaire qui, disait-on, avait eu lieu sur les bords du Rhin entre les Français et les Autrichiens, auxquels les malveillants attribuent le succès.

L'emprunt forcé. Plusieurs citoyens disaient que cette loi était arbitraire, parce qu'elle ne frappait pas indistinctement toutes les classes. Le voeu général bien prononcé est que les nouveaux enrichis soient spécialement atteints. On débitait aussi que les négociants et marchands ne négligeaient rien pour s'en affranchir, et qu'ils cherchaient par tous les moyens possibles à éluder la loi; enfin on élevait des doutes sur le mode de la perception, qui n'était pas déterminé assez littéralement pour que chacun puisse savoir précisément ce qu'il doit acquitter.

Spectacles. Les orchestres et foyers continuent à être le rendez-vous des ennemis de la république. Ceux-ci ne cessent de la vouer au mépris et à l'indignation publique. Ils frondent ouverte-

ment le gouvernement, et le rendent responsable de tous les malheurs du temps.

Les officiers de paix rapportent séparément, qu'hier au Jardin Égalité un jeune homme à cheveux retroussés a été attaqué et arrêté même par un particulier, qui l'a forcé à défaire ses cheveux. Ce que le jeune homme ayant fait sans difficulté, la rixe n'a pas eu d'autre suite.

Ils ajoutent qu'un autre particulier, s'étant permis de troubler la tranquillité de l'assemblée du Lycée, et ayant même insulté le commissaire de police, en lui disant qu'il parlait comme Boissy d'Anglas, a été exclus de la société.«

»*8 nivose an 4.* Les habitués du café Chrétien sont très inquiets sur la nomination du ministre de Paris; si c'est un patriote (à leur manière), tout ira bien, les royalistes seront emprisonnés; mais si c'est un homme vendu à la faction des Boissy, des Lanjuinais, ils se regardent comme perdus. Aussi s'intriguent-ils de toute manière pour faire nommer un homme à leur dévotion. Ils voudraient qu'on s'assurât de Chambon, Mariette et Cadroy, en attendant la déclaration du jury pour savoir, s'il y a lieu à accusation contre eux. Ils sont revenus sur Verdière, président de la commission militaire dans l'affaire de Cormatin, qui a reçu, ont-ils dit, une forte somme pour prononcer le jugement qui a eu lieu: ils l'ont habillé *de toutes pièces.* Ils ont décidés de dresser une liste des chefs, sous-chefs et employés des administrations qu'ils regardent comme royalistes, afin de les faire expulser. Enfin ils espèrent toujours venir à bout de faire chasser le nouveau tiers, supprimer les 250, et même faire renouveler le directoire dont quelques membres leur déplaisent.

On l'a déjà observé, il y a environ deux mois, que l'on assurait que l'ex-marquis de Jaucourt, le conseil et le confident de Monsieur, était à Paris, caché dans la cité; on le répète encore aujourd'hui, et l'on affirme qu'il y est. Il est également certain que le marquis de Coigny, émigré, est à Paris; plusieurs personnes l'ont reconnu.

Hier au foyer des Italiens, l'on parlait de la conduite des jeunes gens près de Caën, qui ont tiré sur la garde nationale; et l'on a dit hautement, qu'il en fallait faire autant ici, pour secouer le joug du directoire.

L'on dit que La Reveillère-Lepaux était opposé en tout à ses collègues, mais qu'on lui a mis tant d'or dans ses poches qu'il

est devenu, comme eux, protecteur des terroristes; aussi, continue-t-on, ces derniers vont-ils occuper tous les emplois de la république. L'on s'est beaucoup entretenu dans les sociétés particulières, et dans les cafés, de la proclamation du directoire, et l'on n'a pas manqué de calomnier le gouvernement et ses intentions.

Les malveillants ne cessent de répéter, que l'emprunt forcé ne produira d'autre effet que de ruiner sans ressource les contribuables; qu'il n'est pas possible qu'un gouvernement aussi mal conduit, que le nôtre, subsiste longtemps. L'organisation de la garde nationale se fait avec beaucoup de tiédeur; personne ne veut accepter les places d'officiers.

Départements. Dans presque tous, on pille, on vole, on tue, on incendie au nom du Roi, et pour la plus grande gloire de la religion. Dans ceux du midi, surtout, les excès sont portés au plus haut point. Suivant quelques journalistes, c'est le royalisme qui triomphe; suivant quelques autres, c'est le terrorisme qui l'emporte.

Groupes. Il s'en est formé un dernièrement, assez nombreux, dans le fbg. Antoine; quoique l'esprit en général y fût assez bon, il s'y trouva néanmoins quelques agitateurs qui, après avoir exagéré nos pertes sur le Rhin, traité de paix plâtrées toutes celles que nous avions faites depuis le 9 thermidor, invitaient le peuple à se lever en masse de nouveau, pour exterminer ses ennemis. Les ennemis du peuple, selon l'avis de ces Messieurs, ce sont tous ceux qui ont quelques projets légitimes, qui n'ont ni volé ni assassiné.

Charette. Quoique les forces de ce chef de rebelles aient été très-affaiblies depuis quelque temps, par différentes actions où les troupes de la république ont toujours eu l'avantage, il a pourtant trouvé le moyen de se faire jour à travers la colonne républicaine qui le cernait, et a établi par là une communication avec les émigrés débarqués à l'Isle-Dieu.

Situation de Paris. Une fermentation sourde semble toujours agiter cette grande commune. Des placards, des pamphlets, qui se renouvellent sans cesse, s'occupent par toutes sortes de moyens à exaspérer le peuple. Il n'y a point de doute, que ce ne soit le résultat des entreprises de certains individus qui, cachés derrière le rideau, n'ont d'autre but que de se venger des journées de prairial, d'entamer le corps législatif, et de rétablir la constitution de 1793.

Annales patriotiques. Un article sur le citoyen Barthélemy annonce que son rappel est décidé, et rapporte des particularités sur son existence avant la révolution. En suite de cette note historique, ou mensongère, viennent des inculpations très-

graves contre cet ambassadeur, au sujet de sa gestion à Basle. On lui reproche particulièrement, de n'avoir pas divulgué les manœuvres des émigrés réunis dans cette ville, qui agissaient de concert avec les conspirateurs de Vendémiaire. „C'est au sieur Barthélemy, dit le journaliste, c'est à lui, qui est si gravement inculpé, à se justifier aux yeux de l'Europe, dont, par une conduite astucieuse et lâche, il a trahi les intérêts."

Ce journal rapporte en outre une lettre fort spirituelle, contenant le récit d'un dialogue entre deux bons républicains au sujet des intérêts politiques de la France. L'un assure qu'il faut faire la paix, à quelque prix que ce soit, pourvu qu'on reconnaisse la république, qu'on nous rende nos colonies. et que les émigrés soient abandonnés. L'autre veut qu'on s'efforce de conserver toutes nos conquêtes et la liberté des Brabançons, dût-on faire encore deux ou trois campagnes pour les maintenir. L'auteur de la lettre, chargé d'accommoder le différend, dit aux interlocuteurs: „Vous êtes tous deux républicains; l'un de vous aime la gloire et la patrie au-dessus de tout, l'autre s'occupe plus de son bonheur. Le premier parle en héros, le second raisonne en sage." L'auteur se résume en disant (à peu près), que le directoire doit connaître nos ressources et s'intéresser à notre gloire, et qu'il faut s'en rapporter à lui pour les accorder. Cette observation concilie les deux personnages.

Courrier extraordinaire. Le traitement de notre Ambassadeur en Espagne, et de son secrétaire de légation, est l'objet d'une remarque improbative faite par le rédacteur. „Sous l'ancien régime, dit-il, le premier recevait par an cent mille livres, le second six mille; aujourd'hui que nous sommes beaucoup plus riches, l'un recevra 150 mille livres, l'autre 24 mille en espèce."

On parle toujours d'un rassemblement d'ouvriers qui doit se porter la décade prochaine au palais Égalité, pour y donner une forte leçon aux agioteurs. Il faut, dit-on, les pendre aux arbres du jardin où ils viennent chaque jour sucer le sang du peuple, et aux lanternes des restaurateurs où il font tant de dépenses.«

»*9 nivose an 4.* Esprit public. Malgré la tranquillité dont on jouit, les affreux ravages de la misère exaspèrent de plus en plus les esprits. La multitude souffrante, ne connaissant presque plus de ménagement, se répand chaque jour en propos les plus injurieux contre le gouvernement et ses agents. Elle voit avec horreur le

monstre de l'agiotage, toujours impuni, repaître chaque jour de son sang et de ses larmes. Elle se plaint de voir l'abondance dans les places et d'être privée du plus rigoureux nécessaire. La conduite des boulangers et des bouchers ajoute encore à son indignation. Dans les cafés et dans les groupes le bruit courait hier, que, tant que le corps législatif ne sera pas purgé de quelques fripons qui y siégent, les choses n'iront jamais bien. Quelques individus prétendaient que tout allait au plus mal, et notamment la guerre de la Vendée; que les juges avaient reçu des sommes considérables pour sauver Cormatin. Quelques spectacles ont été un peu bruyants, et l'on a cru remarquer qu'ils deviennent le rendez-vous de ceux qui détestent le gouvernement. La société du Panthéon est excessivement mélangée; le café Chrétien devient mauvais.

Café Chrétien. On y a parlé des différents ministres, et l'on a assuré que les bureaux de ceux de la marine, des finances, et surtout de l'intérieur, n'étaient composés que de Chouans. Des membres des anciens comités révolutionnaires, qui fréquentent ce café, se sont vantés d'avoir fait, chacun dans leur section respective, une liste exacte des agioteurs et des contrerévolutionnaires qu'elles contiennent, afin de les connaître et de les arrêter en temps et lieu. Les habitués de ce café ne s'accordent pas sur le ministre de Paris: les uns veulent Thuriot, les autres Duhem; mais ils se réunissent tous pour dénoncer au directoire celui qui sera nommé, en cas qu'il ne leur convient point. Ils attendent avec la plus vive impatience le numéro de Babœuf dans lequel il doit inviter le peuple, avec énergie, à reprendre ses droits. Ils savent que les royalistes menacent, mais ils sont prêts à tomber sur eux.

Les Patriotes déclament contre la constitution actuelle; ils disent qu'elle n'est autre chose que le plan présenté par Breteuil, en 90, qui demandait un Roi et l'établissement de deux chambres; les deux conseils sont les deux chambres, et le directoire représente le roi, jusqu'à ce que le moment soit arrivé de rendre le trône au prétendant. Ils ajoutent que cette constitution est l'ouvrage des 73, qui n'ont fait que suivre le système royaliste de Brissot et des Girondins. Les Royalistes espèrent trouver dans le directoire un homme assez ambitieux pour vouloir gouverner seul, qu'ils serviront d'abord, pour le perdre ensuite et rendre le trône au roi légitime. Ils paraissent déconcertés par le projet de nommer un ministre de Paris. Ils craignent que ce ministre ne soit choisi parmi les Jacobins, qui sentent bien qu'ils ne peuvent réussir dans leurs entreprises, tant qu'ils n'auront pas un chef qui soit membre du gouvernement. Ils continuent de faire leurs efforts pour semer des inquiétudes.

Paris fourmille d'étrangers; ils logent dans de brillants hôtels garnis et payent en numéraire. La police les surveille trop peu.

Ellevion et Gavaudan étaient hier à l'opéra, en uniforme, et disaient tout haut que, si les Autrichiens n'étaient tués que par eux, ils vivraient longtemps. Ces propos sont répétés par leurs camarades, qui même ont fait entr'eux des paris considérables à qui passera le premier chez les Chouans.

Plusieurs jeunes gens disaient hier au palais Égalité que, tant qu'ils n'imiteraient pas leurs frères de Lyon, en se défaisant des Jacobins, la chose irait mal. On fait courir le bruit dans les cabarets, que les jeunes gens d'Amiens, soutenus de leurs parents, ont battu la force armée. L'on ne sème ces bruits que pour les porter à la rébellion.

Hier à l'opéra quelques allusions, faites pendant le cours de la représentation, ont donné lieu de croire que l'esprit de royalisme y dominait. On avait tracé une fleur de lys sur une des glaces du foyer, dans la poussière dont elles sont chargées.

Des militaires arrivant de la Vendée ont assuré, que l'on était fort disposé à payer l'emprunt forcé dans les villes où ils ont passé, comme Blois, Tours, Orléans etc.

Groupes. On disait hier dans un faubourg de Paris que, tant que le corps législatif ne sera pas purgé des fripons qui y siégent, tels que Boissy d'Anglas, Lanjuinais, Rovère, Saladin, Henry Larivière, Fermond [Defermont] et autres, traités de contrerévolutionnaires, les choses n'iront jamais bien. D'un autre côté, plusieurs citoyens, en s'entretenant sur les objets politiques, prétendaient que toutes les choses allaient au plus mal, notamment la guerre de la Vendée, qu'ils regardaient comme interminable; ils assuraient encore, que nos armées étaient indisciplinées et battues de toutes parts, et que jamais on n'obtiendrait la paix, tant que les Jacobins seraient à la tête du gouvernement.«

Extrait d'un rapport du même jour.

»Indignation du peuple, qui voit sur les places abondance de pain, auquel il ne peut atteindre à cause de sa cherté, tandis que, constamment, il n'en reçoit que trois quarterons à la section; encore est-il de mauvaise qualité, peu cuit, et quelquefois livré à faux poids.

Les officiers de paix, dans leurs rapports particuliers, annoncent que l'on disait hier dans un café, que les juges avaient reçu

une somme considérable pour sauver Cormatin. Ils ajoutent avoir entendu dire chez un traiteur, qu'un député, dont le nom n'a pas été déclaré, avait donné 6000 liv. en numéraire pour l'emprunt forcé; à quoi il fut observé par un citoyen présent: „Ce député a volé comme les autres." Les mêmes officiers de paix déclarent, que dans ces endroits on ne se gêne plus, et que constamment l'on y jette la plus grande défaveur sur le gouvernement.«

»*10 nivose an 4.* L'opinion publique est toujours la même relativement à la durée des circonstances pénibles. L'augmentation progressive de toutes choses fatigue de plus en plus les citoyens honnêtes et pauvres, spécialement ceux qui, mus par des sentiments délicats, ou par défaut de moyens et d'intelligence, ne se sont pas livrés au commerce honteux de l'agiotage. Les uns s'abandonnent aux larmes et se contentent, en gémissant sur leur sort et sur celui d'une famille infortunée, d'espérer un avenir plus heureux. D'autres, plus exaspérés, et peut-être aussi instruments aveugles de la malveillance, perdent courage et se répandent en propos très-inconsidérés contre le gouvernement. De toutes parts on continue à se plaindre, et même à menacer les négociants, qui ne mettent plus aucun terme au renchérissement de leurs marchandises.

On murmure toujours hautement contre les boulangers, les agents des subsistances et les commissaires de sections. Enfin les agioteurs et les gens de campagne, dont les principes de cupidité ne diffèrent guère, deviennent plus que jamais l'objet de l'exécration d'un peuple malheureux.

Hier une pièce de 12 sous avait été payée jusqu'à 150 liv.. Chacun en témoignait hautement le plus vif mécontentement, et s'étonnait que le gouvernement n'arrêtât pas un pareil brigandage, et ne fît pas punir ces voleurs publics.

Une partie du peuple, réduite au désespoir, se déclarait hier contre les marchands, accusés de faire mourir à petit feu les citoyens indigents. Ces discours étaient accompagnés des plus violentes menaces, conçues en ces termes: „Dans le désespoir où nous sommes, nous n'avons plus rien à craindre ni à ménager."

Le bruit court depuis plusieurs jours, que l'on va retirer de la circulation tous les assignats au-dessous de 25 liv. pour les remplacer par de la petite monnaie.

On parle encore sourdement de la seconde réquisition. La nouvelle, débitée par les journalistes, d'un armistice entre les

Français et les Autrichiens produit des sensations heureuses dans le public, qui en augure l'espoir flatteur d'une paix prochaine.

Cafés. Toujours même entretien sur l'emprunt forcé; les patriotes regardent cette mesure comme le Palladium de la liberté et le salut de la République. Les agioteurs, marchands et autres personnes intéressées à son inexécution, en critiquent toutes les dispositions.«

»*11 nivose an 4.* [1 janvier 1796.] L'opinion publique se prononce fortement, surtout aux portes des boulangers : 1° pour la paix. 2° pour obtenir une ration plus forte; et que l'égalité dans la distribution des comestibles soit maintenue scrupuleusement et que l'on procède à la révision des cartes pour éviter les fraudes. 3° pour que les boulangers et les bouchers ne puissent s'entendre avec les commissaires. 4° enfin pour la stricte exécution des lois.

On conçoit difficilement que, malgré la rentrée des assignats à la trésorerie nationale, et la baisse momentanée du numéraire, le prix des marchandises aille en croissant.

Le public se loue beaucoup du ministre de l'intérieur, à cause de son activité à faire approvisionner Paris. Le peuple gémit sous le poids de sa misère, il regrette hautement l'ancien ordre de choses, parce qu'alors, dit-il, il ne manquait pas des choses nécessaires à la vie. N^a^ Est-ce du régime royal ou décemviral, dont le peuple entend parler par l'ancien ordre des choses? C'est ce qu'on ne nous explique pas.

Un des inspecteurs rapporte avoir entendu hier sur les places publiques et aux portes des boulangers les propos suivants: „Il se prépare un coup pour le jour des rois; les patriotes opprimés se rassemblent pour agir au premier moment favorable; il se forme dans Paris trois partis, celui des Royalistes, des Patriotes, et même 3° pour le duc d'York."

Cafés. L'emprunt forcé fait essentiellement la matière des conversations; beaucoup de citoyens en augurent avantageusement, mais le plus grand nombre désirerait que le mode de perception fût expliqué plus clairement, de manière à ce que chacun, en connaissant précisément ce qu'il doit acquitter, ne soit pas soumis à l'arbitraire. On s'entretenait aussi de la suspension d'armes proposée par les généraux de l'empire. Les uns la regardaient comme le prélude d'une paix prochaine, d'autres comme un piége. On y faisait courir aussi le bruit d'une insurrection nouvelle en Angleterre. L'inspecteur qui fait ce rapport annonce, que les esprits

étaient d'autant plus disposés à y ajouter foi, qu'ils en regardaient la réalité comme le terme des maux de la France. On disait encore que 2000 émigrés viennent de débarquer en Bretagne. Hier, au café de la République, plusieurs rentiers assemblés manifestaient leur désespoir, maudissaient leur existence, et déclamaient très-amèrement contre le gouvernement, qui semblait prendre à tâche, disaient-ils, de les faire mourir à petit feu. On répand de grandes inquiétudes sur la société réunie au Panthéon.«

»*12 nivose an 4.* Même agitation dans les esprits. Nombre de citoyens, spécialement les pauvres rentiers, désespérés, fatigués de leur souffrance, écrasés sous le poids de leur misère dont le terme semble incalculable, paraissent regretter les sacrifices qu'ils ont faits. Nous pensons qu'il règne un esprit de vertige universel. Dans le fait, on rencontre fréquemment dans les rues des gens qui, quoique seuls, gesticulent et parlent tout haut. Dans le tourbillon général, les replis du cœur d'une certaine quantité d'individus sont devenus si tortueux, leur manière de parler si extraordinaire, le masque dont ils se couvrent si épais et si fallacieux, qu'il faudrait absolument ressembler à ces esprits subtils, créés, pour sonder la cavité de l'intérieur de ces hommes ténébreux et pour descendre dans ce noir et profond labyrinthe.

Hier soir, les crieurs de journaux publiaient l'arrestation de Charette. Cette nouvelle, quoique avantageuse au fond, n'a pas fait fortune; elle a même trouvé beaucoup de contradicteurs dans le peuple.

Dans les groupes, on parlait très-mal de la cupidité des gens de campagne; on les regardait comme les tyrans les plus féroces de l'humanité; on leur reprochait non seulement le refus formel qu'ils font des assignats, mais même de rejeter l'argent neuf de la république, qui leur est offert en échange de leurs denrées.

Le public s'occupe avec inquiétude, et une sorte de crainte, de la société nombreuse réunie au Panthéon; en général on en paraît mécontent, et on disait hier à cet égard: „Pourquoi donc ce privilége, dont les sections ne jouissent plus aujourd'hui d'après la loi?“ D'autres inspecteurs, en sens contraire, rapportent que les royalistes reparaissent avec une sorte d'audace, et qu'ils trouvent leur soutien en certains députés, désignés dans notre rapport du 9 du courant, qui veulent, dit-on, se couvrir du manteau de la popularité pour mieux égarer le peuple.

La nouvelle de la dernière affaire sur les bords du Rhin occu-

pait hier les habitués des cafés; le résultat paraissait fort douteux à plusieurs, d'autres disaient que nous avions éprouvé une perte considérable. On parlait aussi de la trêve proposée par les généraux de l'Empire, refusée par le directoire. Cette dernière mesure était fort applaudie par les uns, et très-improuvée par les autres. Les entretiens ont aussi roulé sur la nomination prochaine d'un chef de la police;[1] le citoyen Fréron, mis sur les rangs, auquel on accordait à la vérité du talent, paraissait néanmoins plus utile dans les départements méridionaux qu'au maintien de la police, pour laquelle on désignait avec éloge le citoyen Maret,[2] qui, dans l'opinion publique, paraît réunir la majorité des suffrages, ainsi que le représentant Mathieu.[3]

L'emprunt forcé faisait encore la matière des conversations de plusieurs particuliers, qui prétendaient que l'heureux effet que le public a droit d'en attendre, se trouve détruit par le brigandage des agioteurs. Ce trafic scandaleux et honteux faisait dire à différents citoyens que la fermeture de la bourse n'a servi qu'à propager le vice, qui, sans doute, ne peut trouver d'appui qu'auprès d'un gouvernement intéressé à le soutenir.

Café Chrétien. Les habitués sont furieux des massacres qui se commettent toujours à Lyon sur les patriotes, et ont juré qu'ils vengeraient la mort de leurs camarades. Hier soir un d'eux prit la parole, lorsqu'il fut question de la cherté des denrées, et prononça le discours suivant auquel tous les auditeurs applaudirent:

„Je dis que les bons députés, qui voulaient le bonheur du peuple, ont été assassinés pas les scélérats qui sont restés, par ces coquins qui ont permis l'ouverture des églises, la rentrée des nobles, la vente de différentes sortes de pain et celle du numéraire; par ces monstres qui ont fait une constitution contraire aux intérêts du peuple indigent, et favorable aux riches et aux royalistes. Leurs complots sont découverts; il faut que sous peu ils soient exterminés, et que la constitution de 93 soit rétablie, comme la seule qui nous convienne. Oui, le peuple se fera bientôt justice lui-même, et nous aurons le plaisir de pendre tous ces f... gueux qui se sont enrichis ..." Voilà les sentiments des sociétaires.

---

[1] Le 10 nivose, le conseil des Cinq-cents avait, enfin, résolu l'établissement d'un septième ministre, pour la police générale de la république; le conseil des Anciens approuva cette résolution le 12 nivose.

[2] Ancien rédacteur du Moniteur, ministre de France à Naples, enlevé par les Autrichiens et échangé.

[3] Le célèbre Mathieu-de-Mirampal, ex-conventionnel, membre du conseil des Cinq-cents.

Il faut observer que plusieurs de ces individus commencent à se rassembler secrètement. Leur projet, du moins celui des chefs, c'est un nouveau 31 mai, la mort des députés proscrits, la rentrée des Jacobins, les proscriptions, les échafauds et le gouvernement révolutionnaire. L'arrestation de Lebois les a beaucoup aigris contre le ministre de l'Intérieur et le directoire.

Société du Panthéon. Lebois, membre de cette société, lui a fait part du mandat d'amener décerné contre lui par le juge de paix de la section de l'Ouest, pour avoir prêché la loi agraire dans un de ses numéros de l'Ami du peuple, où il dit que *le but de la révolution française a été d'ôter du bien à ceux qui en avaient trop, pour en donner à ceux qui n'en avaient pas assez.* Il a invité la société à en attendre paisiblement le résultat. Un membre a fait ensuite la lecture d'une lettre écrite d'Avignon, qui annonce que presque toutes les autorités constituées du département de Vaucluse sont composées de royalistes, de fanatiques, d'émigrés, de prêtres réfractaires et autres ennemis de la république, qui laissent commettre chaque jour de nombreux assassinats de patriotes. Il y est dit aussi que les administrateurs de ce dép. ont fait une adresse très-patriotique, dont on envoie copie, pour rappeler les habitants de ce dep^{t} aux sentiments de justice et d'humanité. Cette lettre et l'adresse seront remises au directoire. Enfin on y a pris la résolution de présenter une adresse au conseil des 500 pour l'engager à faire cesser les nombreux assassinats qui se commettent chaque jour sur les patriotes, dans tous les dép^{ts}.

Des membres de cette société se répandent dans le fb. St. Martin, et distribuent aux ouvriers des cartes pour entrer dans leur assemblée. Ceux qui ont de l'occupation refusent de s'y rendre. Ceux qui n'en ont pas y vont.

Royalistes. Les mêmes sentiments que ceux des terroristes les poussent en sens contraire, et la férocité dirige leurs mouvements. Les prêtres font cause commune avec eux. Ils tiennent des conciliabules dans Paris, surtout au palais Égalité; ils en veulent venir aux assassinats, et doivent envelopper dans leur proscription les vrais patriotes avec les hommes de sang. Ils s'attachent depuis quelques jours aux pas des grenadiers de la Convention pour les séduire; on voit quelques-uns de ceux-ci faire beaucoup de dépenses, ce qui donne lieu à des soupçons qui pourraient devenir des réalités. Le café Valois est un repaire de ces partisans de la monarchie. Les différents mandats d'arrêt que le gouvernement vient de lancer contre les sectionnaires, auteurs de la conspiration de Vendémiaire, commencent à les effrayer, et les font rentrer dans leurs tanières.

Esprit public. On parle partout d'un nouveau 13 vendémiaire, mais on n'est pas d'accord sur le parti qui le provoque; les patriotes en accusent la nuée de conspirateurs et de royalistes qui remplissent les maisons garnies, et auxquels la police ne fait aucune attention; les royalistes disent à leur tour que c'est le Panthéon qui fomente les troubles, et qui provoque la guerre civile.

L'on a entendu dire dans un café de la rue du Roule, par deux étrangers que l'on croit Belges ou Flamands, qu'il y avait deux membres du directoire sur lesquels on ne pouvait compter et qui favorisaient les terroristes; que l'on était sûr des autres; que les buveurs de sang voulaient remuer, mais que l'on saurait les contenir, et que l'on n'épargnerait pas *l'émétique*. Ce dernier mot, qui les faisait rire, était prononcé de manière à signifier que l'on se disposait à traiter les patriotes à Paris, comme on fait à Lyon; ils ont ajouté: *Aux grands maux, les grands remèdes.*

Des patriotes du midi disaient hier au café Corrazza que, si le gouvernement ne déférait pas aux instructions qu'ils étaient venus lui donner sur les derniers massacres du midi, et ne détruisait pas la compagnie du *soleil*, ils formeraient une compagnie de *la lune*, pour exterminer tous les Chouans et les royalistes.

On paraissait alarmé de la suspension d'armes convenue avec l'Autriche. On a répandu hier que le directoire y avait refusé son assentiment, et cela a tranquillisé les esprits, en persuadant que cette mesure n'avait pas été proposée par nos généraux.

On lisait sur une affiche, au palais Égalité: *Manufacture de cire*[1] *à frotter, au Luxembourg.*

Houdeyer.«

Rapport spécial sans date, évidemment du 12 nivose an 4.

Renvoyé au ministre par Houdeyer.

»Société du Panthéon. Café Chrétien. J'ai suivi exactement le café Chrétien, où, *inter pocula*, et une fumée épaisse de tabac que les habitants du midi résidants depuis très-longtemps à Paris y faisaient, j'ai reconnu le fonds de leurs intentions bien mieux que dans la vaste enceinte du Panthéon. Dans cette enceinte l'on tâche de faire paraître des ridicules, afin d'en venir à son but; mais dans le petit coin réservé du café, l'on y débite tout ce qu'il y a de plus clair contre le gouvernement, pensant qu'il n'en sortira

[1] Encore un jeu de mots dirigé contre les Sires composant le directoire.

rien, et que cela servira seulement de mot d'ordre à tous les chefs de la réunion. Cela ne réussit pas mal; et hier j'ai obtenu dans ce petit comité, plus que dans l'assemblée, le secret de l'état. Le résultat de la séance prouve bien où l'on en veut venir; mais, comme il n'est pas temps encore, on n'ose pas se démasquer. Pour voir ces hommes tels qu'ils sont, voici comme on doit les regarder. Ils font tout ce qui leur est possible pour d'abord se placer exclusivement, et, s'ils y réussiraient [sic] alors ils déploieraient leur volonté; et ils feraient alors si bien que, se montrant à découvert, ils prouveraient vigoureusement qu'ils ne veulent pas du gouvernement actuel, qu'ils disent être très-inquisitorial, ni de la constitution de 1795, la dernière, mais bien — voici le mot de l'énigme — de celle de 1793; parce qu'alors, suivant leur goût, les Sans-culottes, sans moyens, mais se disant bien patriotes, seraient en place. En effet, quoi de plus ridicule que de voir actuellement sans place des hommes qui ont fait la révolution, et qui, quoique ayant déjà mis du foin dans leurs bottes, voudraient être les seuls, pendant toute leur vie, capables de remplir les places. Et encore comment? Sans doute, toujours en augmentant le titre; car vous ne pourriez pas donner à un de ces Patriotes par exclusion, qui p. ex. aurait été commis, une place de garçon de bureau, mais bien celle de chef; à celui-là, qui aurait été lieutenant, une place de caporal, mais bien une place de Commandant de place; car ils ne voudraient pas accepter ces emplois, en ayant eu de supérieurs. Ainsi donc, toute cette ambition culbutera tout ce que l'on a fait jusqu'à présent. Je l'ai dit, leur intention est le retour de la constitution de 1793. Je laisse au magistrat à voir ce qu'il doit faire. Hier Roussillon, après avoir lu les journaux les plus perfides, mais toujours prêts à soutenir la représentation nationale, a dit: „Jusqu'à quand tarderons-nous à dire aux représentants, si les représentants sont . . .; les représentés le sont pour le moins autant.“ Et par suite de ses vociférations il a dit „que tels hommes en place étaient aussi patriotes que Cobourg, et que celui-là voulait de la constitution de 1791, parce qu'il y avait un roi; qu'enfin tout tendait au plus affreux despotisme.“ L'on a dit que le ministre de la justice [Merlin de Douai] était plus grand Tartuffe que celui de Molière, qu'il forçait tous les employés patriotes à sortir de ses bureaux, qu'il les traitait indignement; on en dit autant de Benezech; il n'y a pas d'amertume que l'on ne fasse boire aux gens en place. Lorsque Fréron, qui sera nommé ministre de la police,[1] sera en

[1] Cette espérance des „patriotes“, nourrie le 11 (V. le rapport qui précède), fut frustrée le 12, par la nomination de Camus.

place, cela ira mieux; l'on dit qu'il soutiendra les jeunes gens; cela n'est pas vrai, puisqu'il vient d'en faire fusiller 1500 à Marseille. Enfin, tant que ceux qu'ils veulent porter aux places n'y seront pas, ils ne seront pas contents. Mais, demande-t-on, comment se peut-il que des individus qui depuis fort longtemps sont à Paris vivent sans revenu et à rien faire, et qu'ils dépensent jusqu'à 400 liv. pour leur diner, comme s'en est vanté l'un d'eux avant-hier? De quel côté un Féru, Marseillais, contre lequel Fréron avait obtenu un décret d'arrestation, et que ce Féru porte aux nuées aujourd'hui — comment, et de quel côté, ce Féru reçoit-il de l'argent pour ses dépenses excessives? Est-il bien? A-t-il de la protection? Je n'en sais rien. L'on a parlé aussi de Lebois; mais, crainte de gâter les affaires, l'on a mieux aimé ne travailler qu'en secret et n'en rien dire à la société. Hier[1] à 9 heures $^1/_2$ il a été conduit chez le juge de paix de la section de l'Ouest, et il y a subi interrogatoire. Ce juge de paix a été nommé par le Directoire, à l'instigation du ministre de la Justice; et l'on peut juger par la phrase ci-dessous, combien il est royaliste. En parlant de Le Bois, dans une lettre qu'il écrivait à Merlin de Douay, il dit: „C'est un jeune homme de 27 ans qui a de l'énergie, et il est bien malheureux qu'il soit porté à cet excès; il serait bien mieux placé, s'il voulait embrasser toute autre cause."«

»*13 nivose an 4.* Continuité d'agitation et de mécontentement. La classe indigente et malheureuse, constamment fatiguée de sa pénible position et de ses souffrances interminables, ne peut se défendre d'un sentiment profond d'indignation et de haine contre ceux qu'elle regarde comme les auteurs de ses maux. Les agioteurs principalement sont exécrés, le nombre en augmente toujours. Ces fripons, non contents de se livrer à cet infâme commerce, font encore le métier de voleurs. Les gens de campagne sont vus de très-mauvais oeil, ainsi que le corps de tous les marchands en général, notamment les boulangers et les bouchers, dont la cupidité et les prévarications présumées excitent toujours les plaintes et les murmures. Le public exaspéré se répand en propos injurieux contre les agents des subsistances et les autorités constituées. Le gouvernement lui-même n'est pas épargné. On parle beaucoup des sociétés de patriotes qu'on dit très-nombreuses. Ces réunions donnent lieu à beaucoup de conjectures et d'inquiétudes; on va jus-

[1] Evidemment, le 11. V. le rapport qui précède.

qu'à dire que ces sociétés ne sont composées que de terroristes et Jacobins ressuscités, dont on craint l'influence et les maximes pernicieuses.

L'arrivée des députés prisonniers en Allemagne a satisfait le public, qui les a accueillis au sein du corps législatif avec des marques non-équivoques d'une véritable allégresse.

Un inspecteur rapporte que les patriotes et les royalistes mêmes s'accordent à dire, que le gouvernement persiste à dissimuler les effets désastreux de la guerre dans la Vendée.

Il y a eu hier une grande discussion à la société du Panthéon au sujet du ministre de l'Intérieur, par lequel cette société a été dénoncée comme ayant mis en question dans son sein, si on maintiendrait la Constitution et le directoire exécutif; il a été décidé, qu'il y aurait aujourd'hui une séance extraordinaire, et qu'elle serait pour envoyer une députation au directoire, pour démentir ce fait et y dénoncer les agents du ministre comme faisant de faux rapports.

Pour rapport
Les commissaires du bureau central.
Houdeyer.«

»*13 nivose an 4.* Café Chrétien. Les habitués n'étaient pas en grand nombre hier, à cause de l'assemblée du Panthéon. L'arrestation de Lebois fait toujours le sujet de leurs discours. „Pourquoi, disent-ils, arrêter un écrivain patriote, et protéger les journalistes chouans, le Courrier français, celui de Paris, le Messager du soir etc.! Au reste, il n'est pas étonnant que cela soit ainsi, puisqu'on favorise ouvertement les scélérats, tels que Richer-Sérisy[1] et d'autres. Mais, patience! sous peu nous serons vengés."

Il paraît que leur intention est toujours d'exciter un mouvement, puisqu'ils engagent ouvertement les ouvriers à s'enrôler dans leur société.

Royalistes. Ils se sont beaucoup réjouis au palais Égalité, et dans les sociétés particulières, de l'issue du discours de Thibaudot [Thibaudeau] sur la vérification des élections du nouveau tiers. „Cela donne un grand espoir, disaient-ils, pour le rapport de l'exécrable loi du 3 brumaire, bien digne des *massacreurs* de Vendémi-

[1] Rédacteur de l'Accusateur public, compris dans l'affaire Lemaître.

aire." Le jugement du jury d'accusation dans l'affaire de Richer-Sérisy les a également comblés de joie; ils le regardent comme un soufflet donné au directoire qui, disent-ils, a fait arrêter nuitamment tous les membres du tribunal.

Ils disaient hier au théâtre de la rue Feydeau, que les députés longtemps prisonniers en Autriche, et rentrés au Conseil des 500, étaient de nouveaux Roitelets, qui venaient s'établir pour s'engraisser.

Ils accusent la marche du gouvernement d'être révolutionnaire, et en prennent à témoins la loi du 3 brumaire, celles de la réquisition et de l'emprunt forcé.

Esprit public. L'on parle toujours dans le public de l'affaire de Jobaymé. L'on ne revient sur ce sujet .. que pour faire comprendre, que cette affaire de parti peut avoir des suites fâcheuses pour la tranquillité publique; car personne n'en parle de sang froid, soit pour, soit contre; on y met autant de chaleur qu'on en mettait autrefois pour Marat et pour Brissot.

.. On a prétendu au café Corrazza, que le ministre de l'intérieur avait fait insérer dans un journal, que l'on rencontrait des coupe-têtes dont la figure sinistre annonce le désir du retour de l'anarchie, et que l'on distinguait parmi eux Jourdan d'Avignon. Cela a été trouvé d'autant plus ridicule, qu'il est de notoriété publique, que ce Jourdan a été guillotiné. Ce qui a pu donner lieu à ce *quiproquo*, c'est qu'effectivement il y a maintenant à Paris un autre Jourdan, qui fréquente le café Chrétien, et qui est aussi dangereux que l'autre.

Beaucoup de citoyens blâment le gouvernement de ne point sévir contre ses détracteurs, et disent que c'est sa faiblesse qui enhardit ainsi les terroristes et les royalistes.

On reproche au gouvernement d'avoir favorisé la rentrée des émigrés que l'on accuse d'être la principale cause des progrès excessifs de l'agiotage; et l'on attend avec la plus grande impatience la nomination du ministre de la Police[1] pour surveiller tous ces ennemis de la chose publique.

Le recouvrement de l'emprunt forcé fait renaître la confiance dans les assignats; le peuple commence à espérer que dans deux mois ils ne perdront pas moitié. Les agioteurs sont déconcertés. On craint que beaucoup d'entr'eux, surtout les plus riches, n'échappent à cet emprunt, leur fortune n'étant point à découvert. On cite un nommé Renard,[2] rue St. Pierre Montmartre, qui n'est point

[1] Il s'agit de la journée du 12; où l'on ne savait pas encore la nomination de Camus.

[2] Autre rapport: „Regnard."

logé en raison de sa fortune, et qui pourtant possède des millions, tant en or qu'en marchandises. C'est dans le Marais que la plupart des agioteurs se sont réfugiés pour être moins connus.

. . Il se donne un concert d'abonnés trois fois par semaine au N°. 89 palais Égalité; la société n'y est composée que de royalistes, et l'on y tient des propos les plus contrerévolutionnaires.«

»*14 nivose an 4.* Au milieu de l'agitation des esprits, Paris est calme; les murmures et les plaintes, arrachées par le sentiment intime du besoin et par les longues privations en tout genre, continuent à se faire entendre. Les assignats, dont le retirement journalier et considérable, ainsi que la baisse du numéraire, sembleraient devoir relever le crédit, perdent au contraire à chaque instant et, de cette manière, élèvent constamment le prix des denrées. Des contradictions si frappantes ne peuvent s'expliquer que par le défaut total de confiance; chacun conçoit des craintes de recevoir en payement des assignats faux; il est même à notre connaissance, que ce prétexte est souvent employé dans le commerce comme un moyen plausible de refuser le papier. Dès lors, toutes voies pour se procurer le nécessaire deviennent nulles pour ainsi dire, et d'ailleurs, toutes ressources étant épuisées par ceux qui depuis longtemps ont vendu tous leurs effets pour subsister, il en résulte qu'à la réserve d'un petit nombre de propriétaires fortunés et de nouveaux enrichis, la plupart des habitants de cette vaste cité, qui ne se sont pas livrés au trafic infâme de l'agiotage, ou qui n'ont pas adopté un genre de commerce quelconque, sont réduits à la plus affreuse misère. Chacun se demande: „Quel sera donc le terme de nos maux?"

Dans différents cafés, et principalement dans celui appelé Italien, on parlait très-défavorablement des représentants Boissy d'Anglas, Lanjuinais, Aubry, Rewbel, André Dumont et autres; on leur imputait tous les malheurs qui pèsent sur la société. Le 1er était traité de Charlatan; le 2^{d} d'être le patriarche de la Vendée, et d'alimenter cette guerre affreuse; l'on taxait Aubry d'être le désorganisateur de nos armées, et de les avoir peuplées d'officiers royalistes ou Chouans.

Au théâtre du Vaudeville, à la représentation d'Angélique et Méléor, un couplet tiré de la pièce même, dont le sens est contre le despotisme et les anarchistes, a excité les plus vifs applaudissements des spectateurs.

Café Chrétien. La société y était nombreuse; il a été question du représentant Camus, que l'on a appelé modéré, mauvais

patriote, et indigne de la place que l'on vient de lui donner, quoique ayant voté la mort du roi sans restriction. L'on a vomi les plus grandes injures contre Thibaudeau, à cause de son discours sur la vérification des pouvoirs du nouveau tiers. Lui, Boissy, et le nouveau tiers sont autant de scélérats royalistes, que l'on espère toujours voir expulsés des 500. On a témoigné beaucoup d'humeur contre le directoire, qui rejette avec hauteur les demandes des patriotes, et accueille celles des intrigants et des royalistes reconnus; on a ajouté que tout allait mal, que le gouvernement s'était relâché depuis le 13 vendémiaire, mais qu'une crise favorable, et qui n'est pas éloignée, en remontera les ressorts.

Société du Panthéon. Un membre a lu une lettre écrite du département de l'Ain, dans laquelle on assure que les journaux patriotes ne parviennent pas dans ce département, tandis qu'il est inondé de feuilles royalistes. Lebois est venu à cette séance, et s'est plaint de ce qu'on lui avait reproché dans son interrogatoire, d'avoir inséré dans un de ses numéros (ce qui est vrai) une lettre que lui avait adressé Babœuf. Cette plainte a excité une longue discussion sur la liberté de la presse consacrée par la constitution. Quelques membres ont proposé de lui donner des défenseurs officieux pris dans le sein de la société. L'on a parlé ensuite des calomnies dont on a chargé cette société auprès du directoire en disant, qu'elle avait résolu dans une de ses précédentes séances de discuter la constitution, tandis qu'au contraire elle avait arrêté d'en faire la lecture toutes les décades, afin que tous les membres pussent la bien connaître et s'en pénétrer; et en disant encore, que l'on y avait agité la question de savoir, s'il ne fallait pas demander le renouvellemeut du directoire, tandis que la société ne cesse de prêcher le respect qui lui est dû, et la confiance qu'il lui a inspirée et qu'il mérite. En conséquence, la société a résolu de faire une adresse au directoire, pour le prémunir contre les calomnies dont on l'a chargée, et pour lui faire sa profession de foi. Cette adresse sera signée et acceptée dans la prochaine séance.

Plusieurs membres des anciens comités révolutionnaires, parmi lesquels se trouvait Amar, rassemblés chez un traiteur, rue Honoré, blâmaient hautement les opérations du gouvernement, s'agitaient contre le corps législatif, et regardaient le neuf thermidor comme un jour funeste à la chose publique. „Pour moi, disait Amar, je me fais gloire d'avoir partagé les travaux de Robespierre; le peuple alors avait du pain; on en a fait un homme de sang, mais la postérité le jugera."

Grand nombre de patriotes, parmi lesquels on compte des habitants du fb. Antoine, se sont retirés de la société du Panthéon,

afin d'éviter d'être les instruments d'une nouvelle faction; ils ont cru apercevoir que les meneurs de cette société s'occupaient plus de leurs passions, que des intérêts du peuple.

Les premières loges et l'orchestre du théâtre de la République étaient remplis hier d'aristocrates et de royalistes qui disaient hautement, qu'ils y venaient exprès pour y vexer les Jacobins, amateurs de ce théâtre. Ils y tenaient les propos les plus outrés et les plus sanguinaires, tout en ayant l'air de frémir d'horreur des cruautés de Robespierre.

Les deux partis s'animent de plus en plus l'un contre l'autre. A entendre les Royalistes, il se forme un grand complot à Paris, pour ramener le règne de la terreur, des arrestations et des échafauds. Les terroristes crient de leur côté, que les royalistes lèvent partout la tête, et que leur fureur médite le massacre de tous les patriotes qu'ils affectent de confondre avec les Jacobins. Les uns et les autres accusent le gouvernement de trop de tolérance, tandis que les bons citoyens ne voient dans sa conduite qu'une sage impartialité.

La nomination du représentant Camus au ministère de la police est généralement applaudie.

Il y a un nombreux rassemblement de royalistes au N°. 148 palais Égalité; ils donnent de l'argent aux jeunes gens, afin qu'ils désertent, lorsqu'ils seront à l'armée. Ils ne cessent de pousser les marchands à augmenter le prix des denrées, et ils y réussissent.

Hier à 8 heures du soir, dans un groupe formé vis-à-vis le café Maillare, rue St. Martin, des personnes qui en faisaient partie, entendant un crieur de journaux annoncer que l'arbre de la liberté avait été coupé à Nancy, dirent: „Il y a longtemps qu'on aurait dû en faire partout autant," qu'il fallait les imiter. „Au diable la liberté!" criaient-ils. Le groupe paraissait approuver ces propos. Aucun des individus qui les tenaient n'a pu être signalé.

On parle beaucoup de la réorganisation de la garde nationale; mais on remarque que le très-grand nombre, encore affecté de la mesure du désarmement, reçoit cette nouvelle avec une sorte d'indifférence.«

»*15 nivose an 4.* Les observations des agents de police ne présentent rien de bien neuf sur l'opinion publique. Toutes les choses sont à peu près dans le même état que ces jours passés.

Un inspecteur nous expose que, de toutes parts, le peuple se plaint de ce que le corps législatif paraît vouloir se gouverner

comme faisait la Convention, en employant à ses intérêts personnels, à se dénoncer les uns les autres, et à se diviser en factions, un temps perdu pour la chose publique.

Cafés. On s'y entretenait de la suspension d'armes entre les troupes françaises et celles de l'Empereur; les uns l'attribuaient à la demande des généraux Pichegru et Jourdan; d'autres assuraient qu'elle avait été provoquée par les généraux de l'Empire.

Quelques malveillants cherchaient à faire croire, que nos armées sont dans un état de dépérissement total; que, d'une part, l'ennemi était maître de Trèves, et que, de l'autre, il n'était plus qu'à une demi-lieue de Landau.

On disait hier avec une sorte d'affectation, que la fille du cidevant roi, à son arrivée sur les frontières, avait été dans la nécessité, par ordre de l'Autriche, de rendre à la république tout ce qui lui avait été donné par le gouvernement français.

Beaucoup de citoyens se plaignent amèrement de ce qu'on ne leur restituait pas leurs armes qui leur ont été prises, et de ce qu'on les obligeait à monter la garde.

On disait encore, que dans presque toutes les administrations il existe une foule d'individus qui se livrent à l'agiotage avec l'effronterie la plus marquée; et on ajoutait, que ceux-là seuls sont conservés, au détriment de ceux qui font honnêtement leur devoir.

La résolution prise par le conseil des 500 sur le compte de Jobaymé a reçu l'assentiment général des habitués du café de Corrazza.

Spectacles. Dans la pièce de Phèdre, on a vivement applaudi au passage suivant: „Ne distinguera-t-on jamais sur le front des mortels le crime ou l'innocence."

On fait entendre qu'il y aura un soulèvement prochain; mais on veut attendre, dit-on, que l'emprunt forcé soit payé, pour que les gens qui ont fait fortune depuis la révolution ne puissent pas trouver le prétexte du pillage pour s'en exempter; on se propose principalement de faire main-basse sur le troupeau du palais Égalité, qui était hier en si grand nombre que l'on avait peine à passer. L'on disait encore, que les fausses mesures et les faux poids étaient sans nombre, et que l'on ne pouvait trouver un honnête marchand pour en faire la vérification; que le nombre des fripons excédait celui des honnêtes gens

Des lettres particulières de Bordeaux et de Nancy ont été lues hier au Palais Égalité; elles annonçaient que les jeunes gens s'étaient rassemblés en masse, et ne voulaient point partir à l'armée. Une autre lettre, de Lyon, dit qu'il y a dans cette ville des agents de Condé qui recrutent publiquement; qu'un assassinat y a été commis,

il y a 5 jours, en plein midi, par les jeunes gens de la compagnie de Jésus.

Les jeunes gens affluaient hier au palais Égalité et dans les spectacles.«

»*Paris le 16 nivose l'an 4^e^ de la république française.*

Café Chrétien. Il y avait beaucoup de monde. La nomination du ministre de la police a beaucoup occupé les habitués de ce café.[1] Ils ont fait comprendre que Camus avait été conseillé sous main, de donner sa démission, parce qu'il ne plaisait pas aux patriotes. Ils n'ont pas approuvé celle de Merlin de Douay, quoique quelques uns d'entre eux se soient vantés d'avoir son oreille. „C'est un modéré, qui n'aime point les sociétés populaires, et qui sera bientôt remplacé."

On a parlé de Lebois et de Babœuf, dont la plume énergique „démasquera toujours les scélérats qui sont dans le corps législatif, malgré les persécutions qu'on leur fait éprouver."

On attend avec impatience la décision du Conseil des 250 sur la résolution de celui des 500 au sujet de Jobaymé. Si elle n'est pas du goût des habitués, ce sera le signal d'un mouvement semblable à celui du 31 mai, pour purger les conseils.

De nouvelles figures s'introduisent dans ce café, tandis que, de leur côté, des émissaires de la société parcourent les départements. Il y a déjà 8 à 10 sociétés dans Paris. On y a substitué au titre de président et de secrétaire la dénomination spécieuse de 1^r^ et de 2^e^ orateur.

Esprit public. La proclamation du département, pour inviter les citoyens à payer l'emprunt forcé, a été lue avec avidité; on espérait d'y trouver la loi qui détermine les contribuables, mais en vain; cette affiche a été regardée comme une déclamation, qui fera sûrement moins d'effet que les avertissements que l'on a envoyés et que l'on enverra chez les prêteurs.

L'emprunt forcé est toujours l'objet de toutes les conversations; tant que la plupart des contribuables se sont flattés de n'être imposés qu'à 5000 ^liv.^ en assignats, il leur a paru une mesure excellente qui devait sauver la république, et remettre au pair les assi-

---

[1] C'est-à-dire, le 15. La veille, le 14 nivose, au refus de Camus, le directoire avait nommé Merlin de Douai, qui fut remplacé dans le ministère de la justice par Génissieux.

gnats qui resteraient dans leur portefeuilles; mais aujourd'hui, que l'on se voit porté sur le rôle pour une somme beaucoup plus forte, on crie et l'on jette feu et flammes.

Du reste, il faut encore redire ce que l'on a déjà dit dans le dernier rapport, que l'on se plaint de l'arbitraire qui règne dans la perception de cet emprunt. Par exemple, on citait hier, au balcon du théâtre Feydeau, un teneur d'hôtel garni, rue de la Loi, vis-à-vis la bibliothèque nationale, qui, disait-on, est imposé à 6000 liv. en numéraire et, par conséquence, à 600000 liv. en assignats, et qui n'a pour toute fortune que les meubles de son hôtel garni. On cite encore la maison de Cinot et Charlemagne, qui a été imposée à 18000 liv. en numéraire. Enfin, les avertissements que l'on a envoyés aux prêteurs qui doivent composer la 16e classe, ont jeté l'alarme dans tout Paris; car plusieurs d'entre eux n'ont pas même, pour toute fortune, la somme exigée.

Il n'est sorte de calomnies que n'inventent les royalistes et les malveillants, pour avilir le gouvernement et inspirer la défiance au peuple. Selon eux, l'emprunt forcé est destiné à payer les indemnités du directoire et des deux conseils; l'armée n'en aura pas un sol; cet impôt reviendra tous les deux ans, et le travail du directoire sur cet objet est déjà tout préparé; ce n'est plus Babeuf qui rédige sa feuille incendiaire, elle sort de la plume de Barras, membre d'un directoire qui souffre l'existence de la société du Panthéon, dont le but est de faire renaître les Jacobins de leurs cendres; une nouvelle Vendée éclatera bientôt dans le Lyonnais; les jeunes gens de la première réquisition vont se déclarer en rébellion dans différentes parties de la France etc. etc.

Grand nombre de ces messieurs doivent se rassembler ce soir chez les acteurs et actrices des grands spectacles, et notamment chez celles des Français, Emilie Coulat, Mézeray, Lange etc. pour y faire les rois. On y mangera des gâteaux à la fève, que l'on vend publiquement au palais Égalité.

Si les royalistes, les agioteurs et les autres contribuables se déchaînent contre l'emprunt forcé, les ouvriers au contraire et la classe [indigente] du peuple ne cessent de répéter, que l'on ne saurait trop frapper sur tous ceux qui ont concouru, par quelques moyens que ce soit, au renchérissement des denrées et marchandises; ils craignent que le gouvernement ne se laisse toucher par les réclamations, et le bruit s'est déjà répandu que les ministres en sont accablés. On disait hier au café Corrazza, que l'un d'eux, consulté sur un avertissement de 6000 liv., avait répondu que cet avertissement avait été fait à la hâte, et que l'on ne devait pas le regarder comme obligatoire de la somme entière, mais comme un avis pour

donner quelque chose; qu'eux-mêmes en avaient agi ainsi, puisque, sur un pareil avertissement, ils n'avaient donné que 60000 liv. en assignats. Ce bruit a tranquillisé beaucoup de contribuables.

Aujourd'hui ce n'était plus le représentant Camus que l'on disait être ministre de la police, mais bien Merlin de Douay; „si Merlin convient à la justice, disait-on, pourquoi le retirer d'un ministère qui est sa partie, puisqu'il est homme de loi, pour le mettre à la police qu'il ne connaît point, n'ayant jamais passé au comité de sûreté générale, où il aurait pu en prendre une idée.“ Le public veut pour cette place non seulement un homme qui ait du mérite, mais le mérite de la chose.

Les plaintes se multiplient chaque jour contre les dilapidations de l'agence des subsistances; un tanneur disait, par exemple, que l'administration comptait au moins une fois plus de suif et d'huile qu'il n'en fallait pour apprêter les cuirs.

Parmi les agioteurs qui font la hausse et la baisse, on cite Delfis, rue des Petits-champs n. 48, et Boscalis, rue des Filles St. Thomas.

Les marchands d'argent réunis en groupe se disaient hier: „Sous peu de jours nous allons avoir un grand coup, et qui réussira mieux que celui du 13 Vendémiaire.“

Le citoyen Réal avait proposé l'établissement d'un jury en commerce, composé d'honnêtes négociants, pour asseoir une imposition justement répartie; le Journal des lois en fait sentir aujourd'hui la nécessité, et assure que le gouvernement sera forcé d'en venir à cette mesure.

Clubs antirépublicains. C'est dans ces clubs influents qu'on ne parle que de mesures violentes, qu'on accuse les deux conseils et le directoire d'une coupable indulgence, qu'on sollicite le retour affreux de la terreur; et cependant, ces mêmes clubs accusent les deux conseils et le directoire d'avoir conçu d'aussi criminels desseins.

Agioteurs. L'Ami de la loi invite la police à jeter un coup d'oeil sur ce cloaque où se rassemblent les agioteurs; ils y demeurent la nuit, ils y obstruent tous les passages, et détériorent la promenade. Il vaudrait mieux, dit le journaliste, rouvrir la bourse, que de souffrir le rassemblement illégal de cette tourbe dévorante de fripons et de filous.

Armistice. La nouvelle de la suspension d'armes entre les généraux républicains et ceux de l'empereur, annoncée à tous les corps composant l'armée de Sambre et de Meuse, ainsi qu'aux avant-postes, a été reçue avec les plus vifs témoignages de satisfaction; car les armées sont épuisées de fatigue, et au milieu de la saison

la plus dure, la plupart des soldats, qui les composent, se trouvent sans vêtement, et le plus souvent sans grain.

Affiches. L'intérêt personnel joue le plus grand rôle dans les dénonciations nombreuses qui tapissent les murs de Paris, et l'un des effets les plus déplorables de ces écrits est, d'exaspérer les anciennes haines, d'en faire éclore de nouvelles, et de réchauffer un germe de guerre parmi les citoyens, qui éprouvent le pressant besoin de vivre en paix, et de laisser l'administration se livrer toute entière au soin de maintenir la tranquillité intérieure.

Mœurs et opinions. Malgré le mécontentement presque général, Paris est toujours calme. Néanmoins des plaintes, des murmures continuent de se faire entendre. Le peuple malheureux et souffrant accuse, sans cesse, le corps législatif et le gouvernement. Il se plaint surtout de la tolérance de ce dernier envers la secte dévorante des agioteurs, dont le nombre s'accroît chaque jour. On parle toujours d'une explosion très-prochaine. Des Chouans et des soldats de la compagnie de Jésus sont, dit-on, en très-grand nombre en cette ville.

On dit hautement que les conseils ne contiennent pas dix membres du même avis, et qu'aucun de ceux qui les composent n'a en vue le bien public.

L'esprit de la société du Panthéon est toujours le même.

On a remarqué que beaucoup de boutiques ont été fermées aujourd'hui, fête des Rois.

La malveillance répand le bruit, que l'armée de Charrette, toujours victorieuse, s'approche de Rouen.

Le bruit court également, que les armées du haut- et bas-Rhin vont très-mal et manquent de tout.

On paraît regretter que le représentant Camus n'eût pas accepté le ministère de la police. La voix publique y appelle toujours le représentant Mathieu.

L'ordre et la tranquillité ont régné dans les spectacles.

Pour extrait
Les commissaires du bureau central.
Houdeyer.«

»*Paris le 17 nivose an 4e de la république française.*

Esprit public. Malgré la continuité de calme, et quoique le prix des denrées ait un peu fléchi d'après le rapport de quelques inspecteurs, assertion contredite par beaucoup d'autres, nous ne